
**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
VENDREDI 10 FEVRIER 2017
R.O.B. 2017**

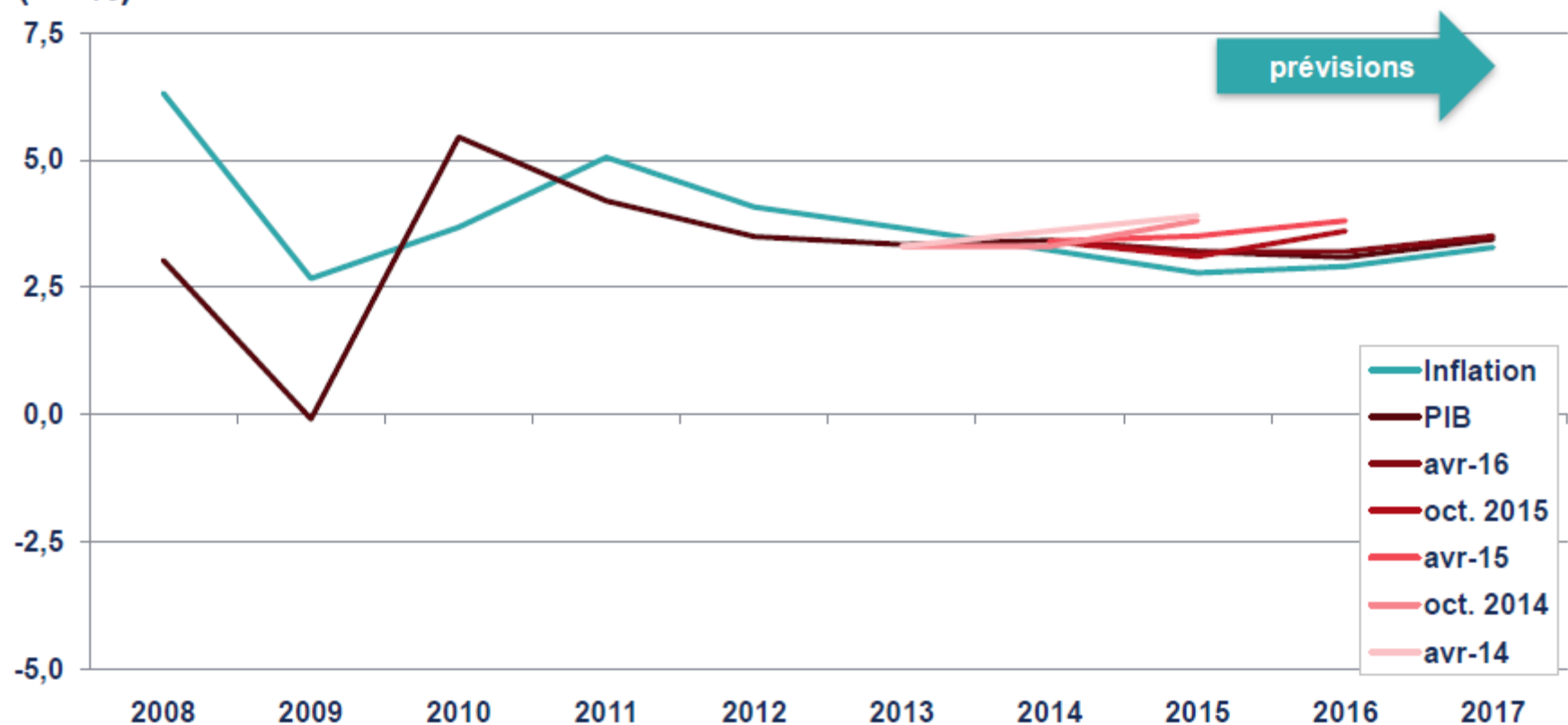
Rapport d'orientations budgétaires 2017

-
1. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE LA FRANCE
 2. LA SITUATION DE LA VILLE DE LANDIVISIAU
 3. LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2017

1. Perspectives économiques de la France

Une économie mondiale qui ne cesse de ralentir

Economie mondiale : croissance du PIB et inflation
(en %)



Source : FMI

France : des fondamentaux fragiles...

Un investissement à la peine



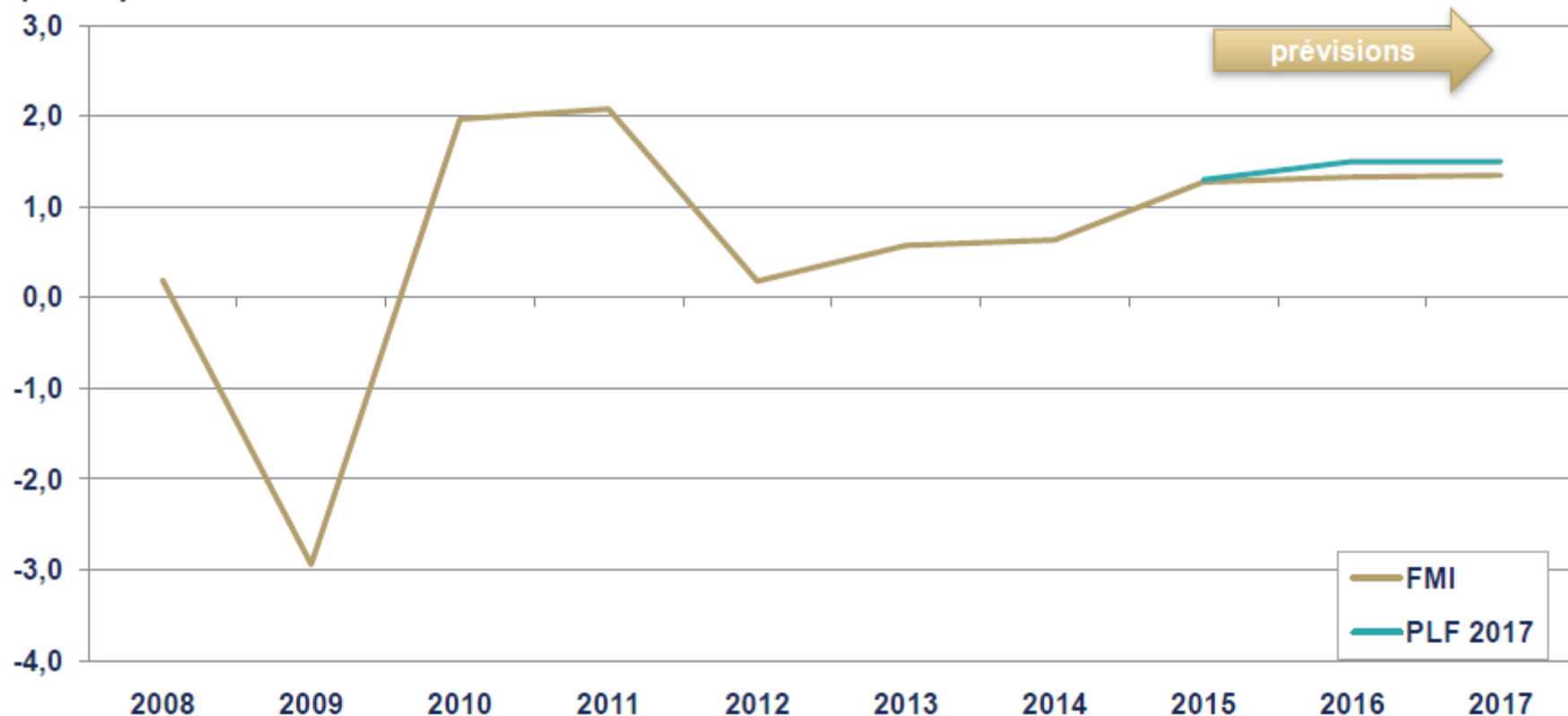
Une demande extérieure affectée par le Brexit



Source : FMI

...pour une croissance (au mieux) à un plafond

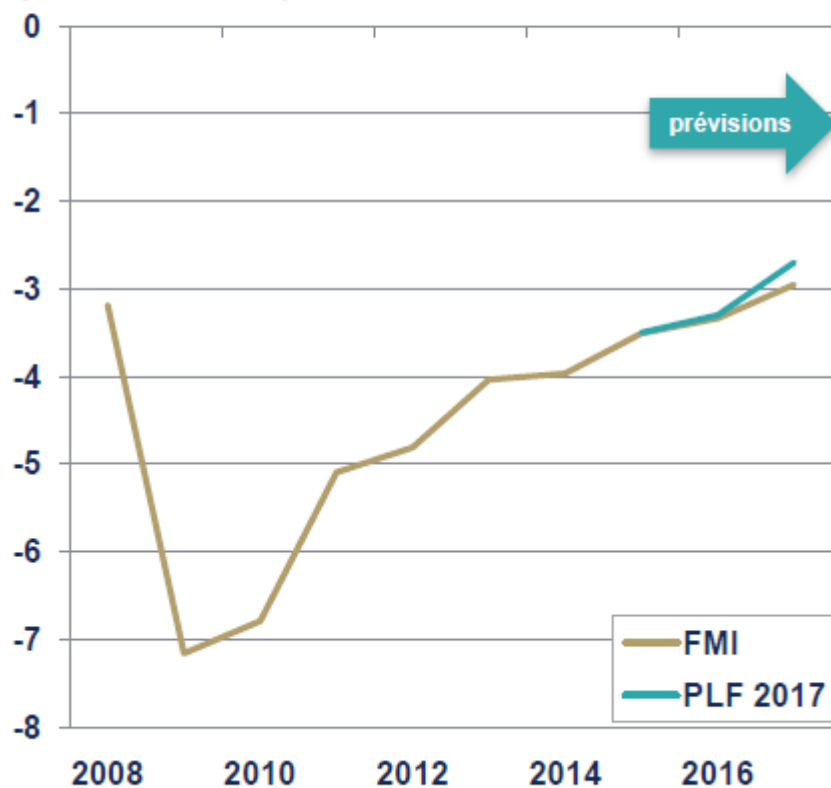
France : croissance du PIB
(en %)



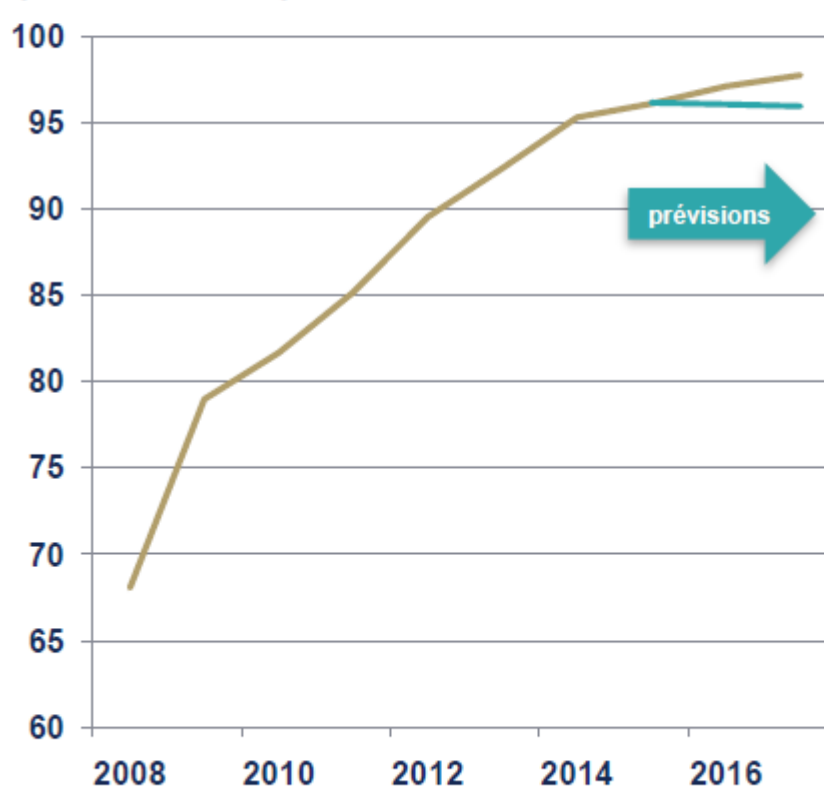
Sources : FMI et PLF 2017

...et des objectifs (trop) ambitieux pour les comptes publics

France : Solde public
(en % du PIB)



Dette publique
(en % du PIB)



En résumé

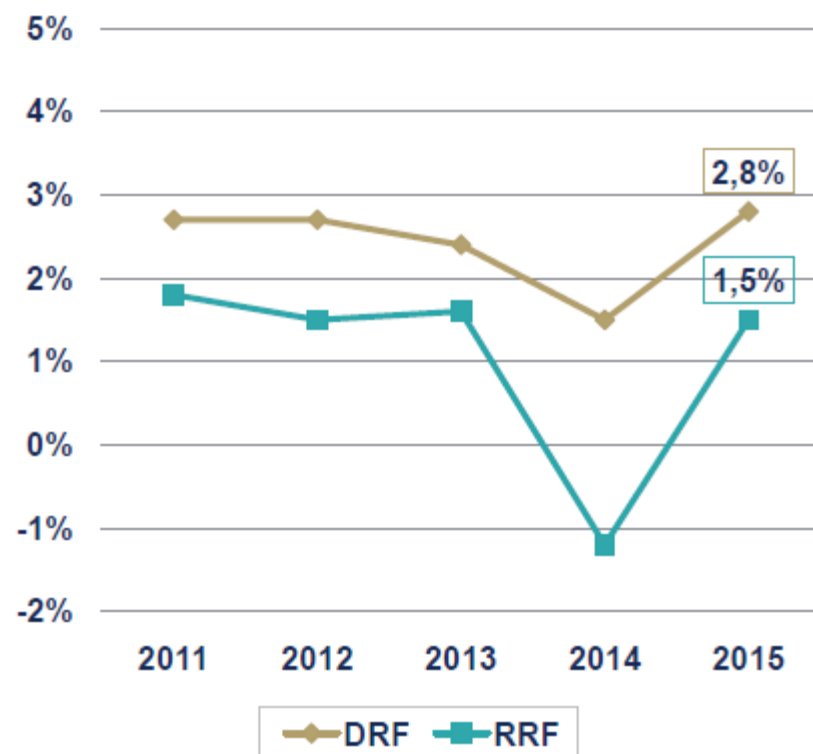
- ▲ Une **économie mondiale** prise au piège de la déflation ?
- ▲ Un **pic de croissance** derrière nous en zone euro
- ▲ Une **croissance du PIB** qui plafonnera en France
 - ▲ 1,3% en 2016 et en 2017 dans le scénario FMI
 - ▲ Des risques nombreux de voir la croissance être plus faible
- ▲ Des **hypothèses de croissance du PLF 2017** (trop) optimistes...
...pour des objectifs de déficit public et de dette publique qui ne pourront être tenus

Etat des lieux des finances locales en 2015

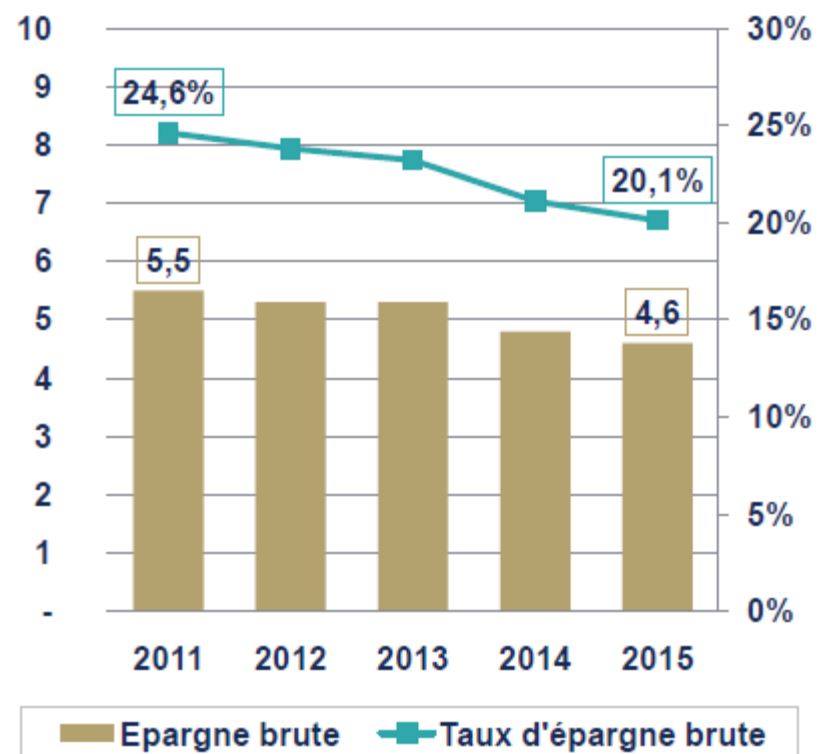
- ① Les finances des régions et des départements
- ② Les finances du bloc communal
- ③ Accélération de la rationalisation de la carte intercommunale et communale

Régions : poursuite de l'effet ciseau et de la dégradation de l'épargne brute...

Recettes et dépenses de fonctionnement (en %)

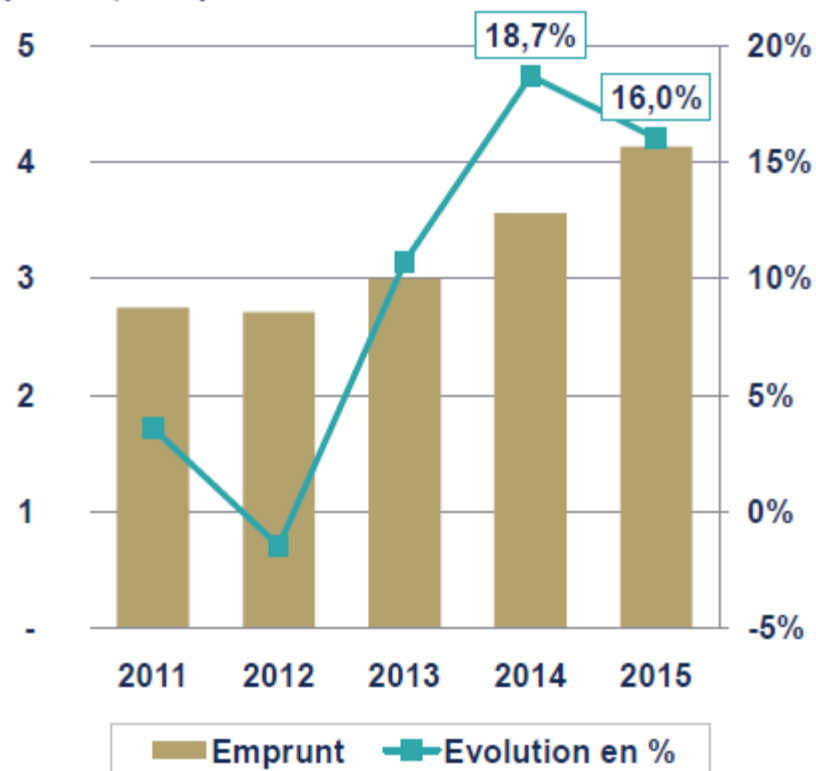


Epargne brute (en Mds€) et taux d'épargne brute (éch. D)

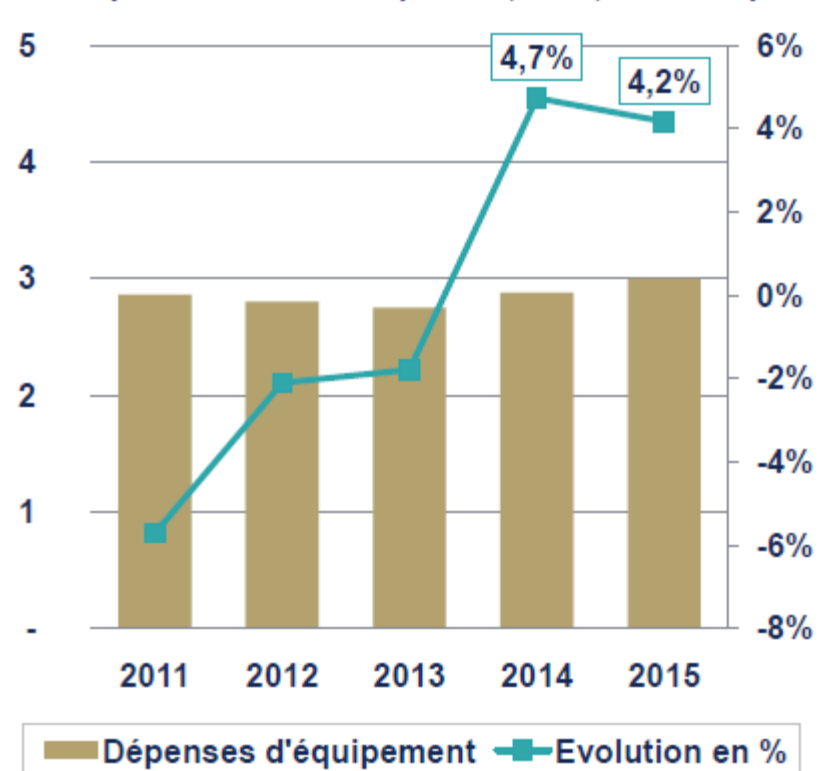


...entraînant un recours accru à l'emprunt pour financer un investissement en hausse

Emprunt (en Mds€, éch. D) et évolution (en %, a/a)

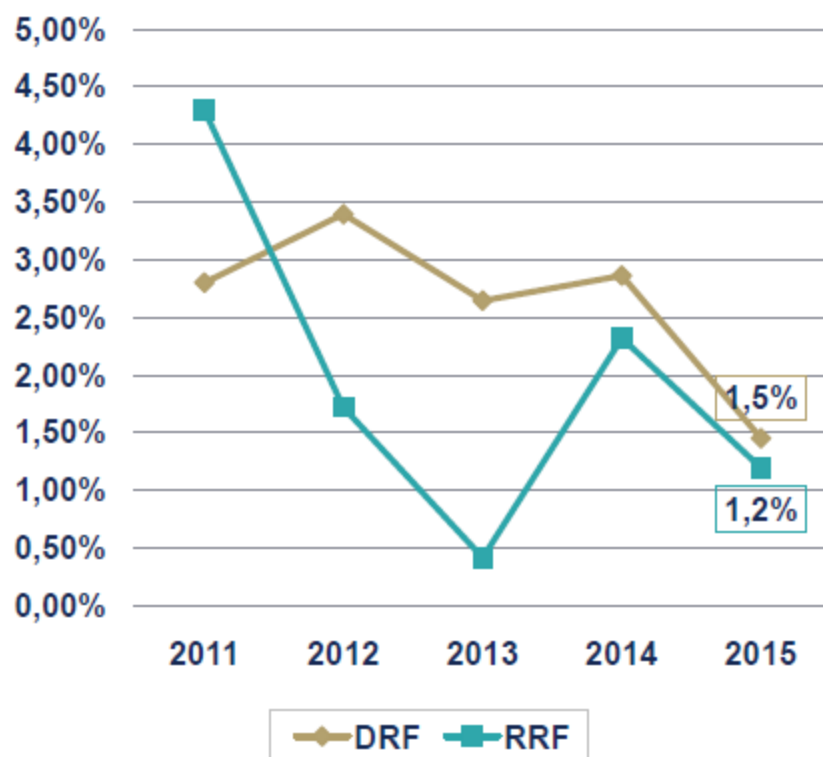


Dépenses d'équipement en volume (en Mds€) et évolution (en %, a/a, éch. D)

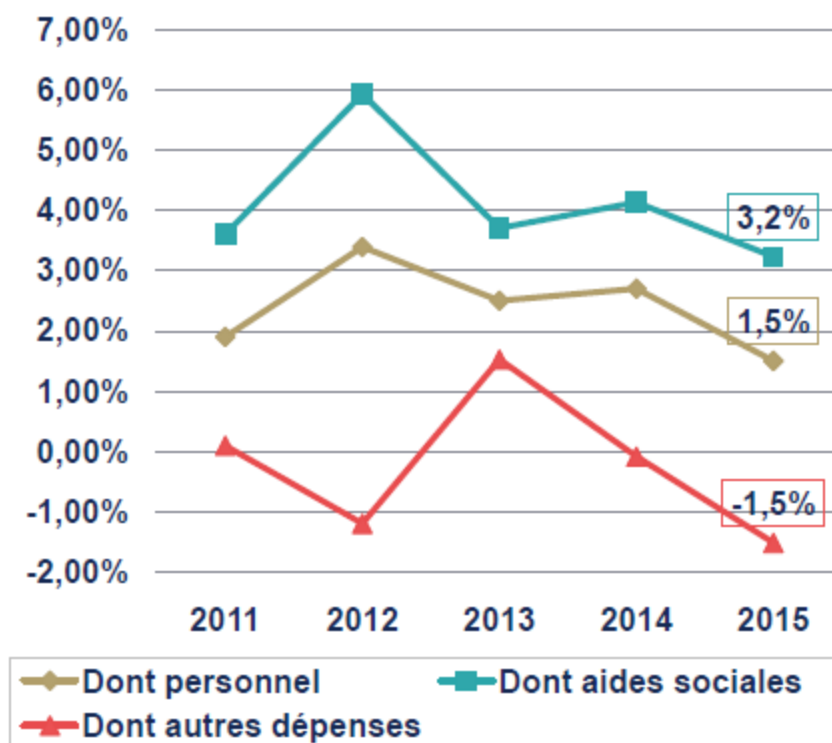


Départements : une section de fonctionnement fortement impactée par les aides sociales...

Recettes et dépenses de fonctionnement (en %, a/a)

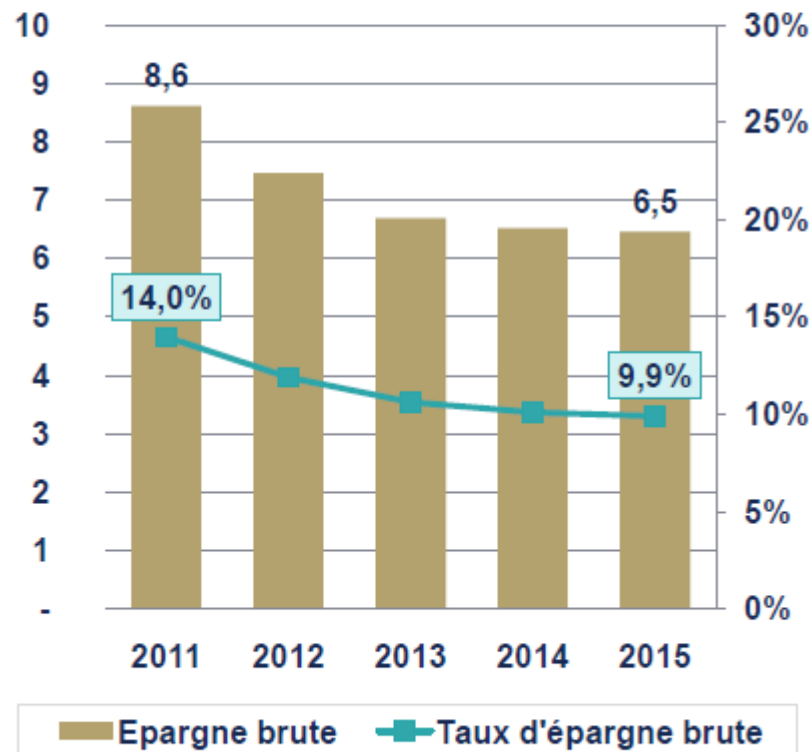


Dépenses de fonctionnement (en %, a/a)

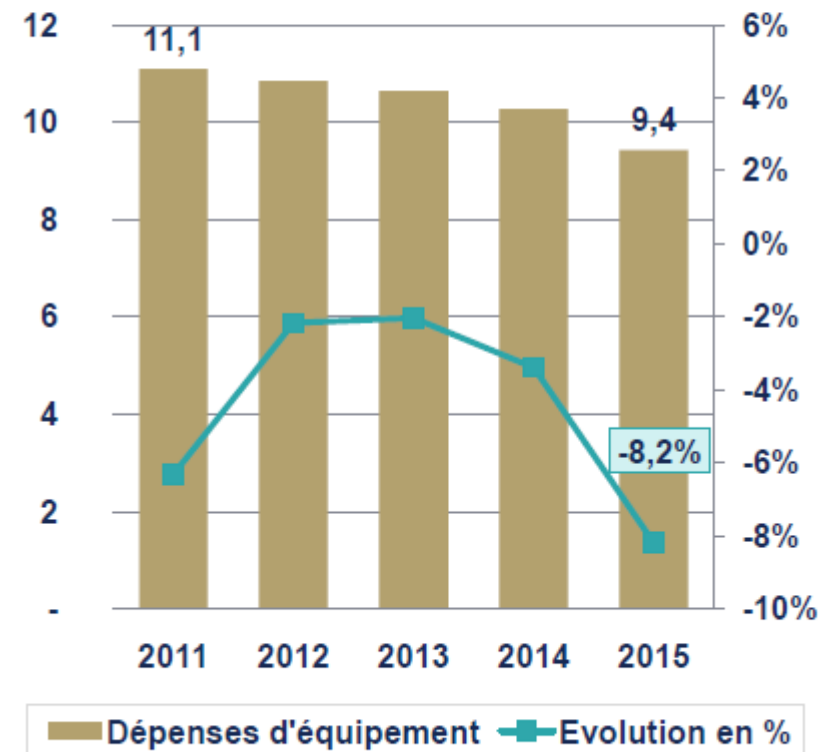


... et poursuite de la diminution de l'épargne et de l'investissement

Epargne brute (en Mds€) et taux d'épargne brute (éch. D)



Dépenses d'équipement en volume (en Mds€) et évolution (en %, a/a, éch. D)

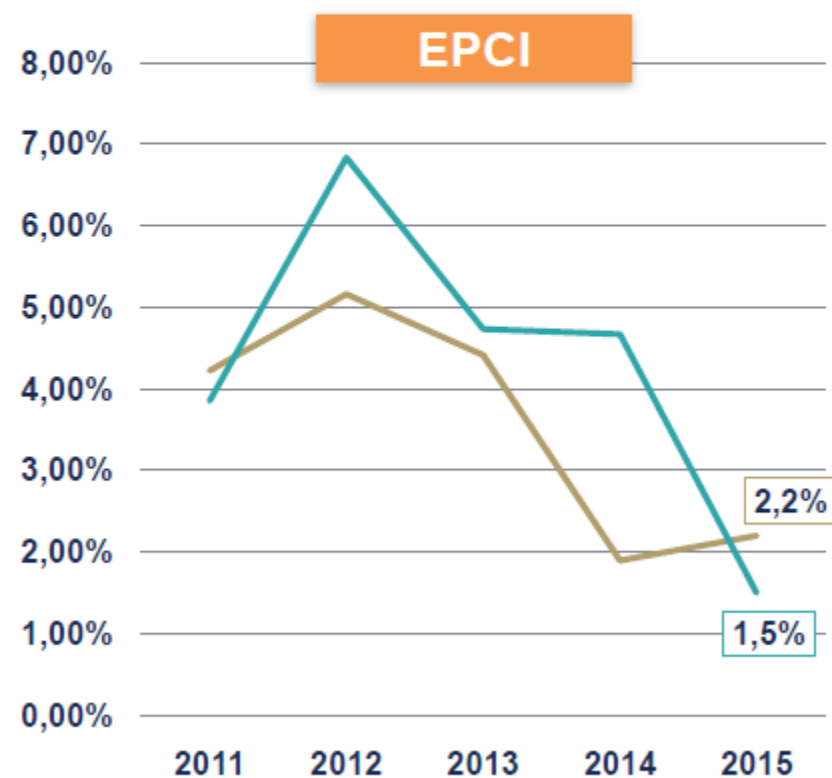
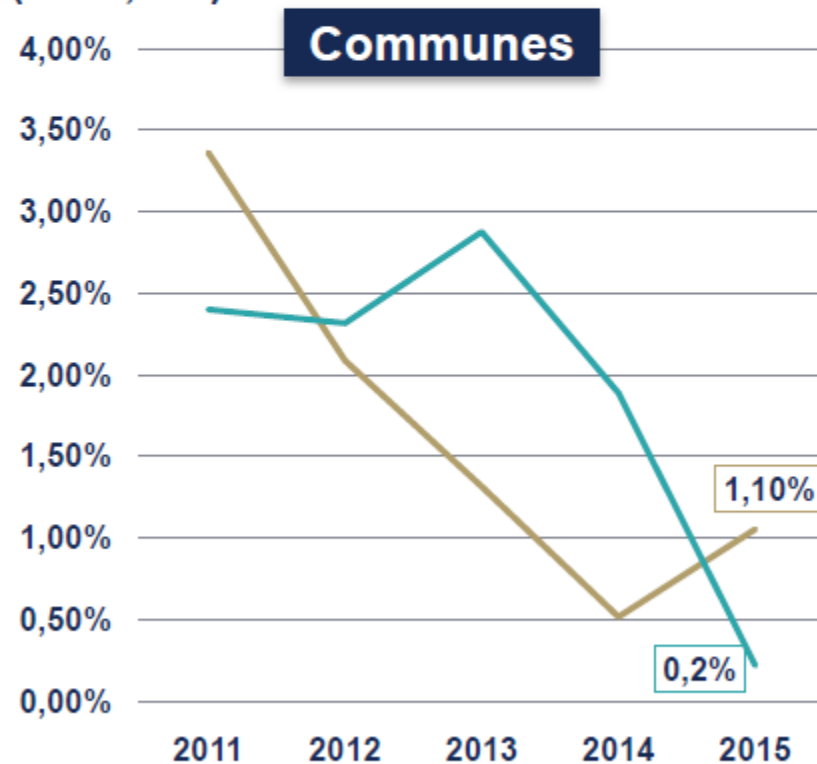


Etat des lieux des finances locales en 2015

- ① Les finances des régions et des départements
- ② Les finances du bloc communal
- ③ Accélération de la rationalisation de la carte intercommunale et communale

Des recettes plus dynamiques que les dépenses en 2015

Recettes et dépenses
(en %, a/a)

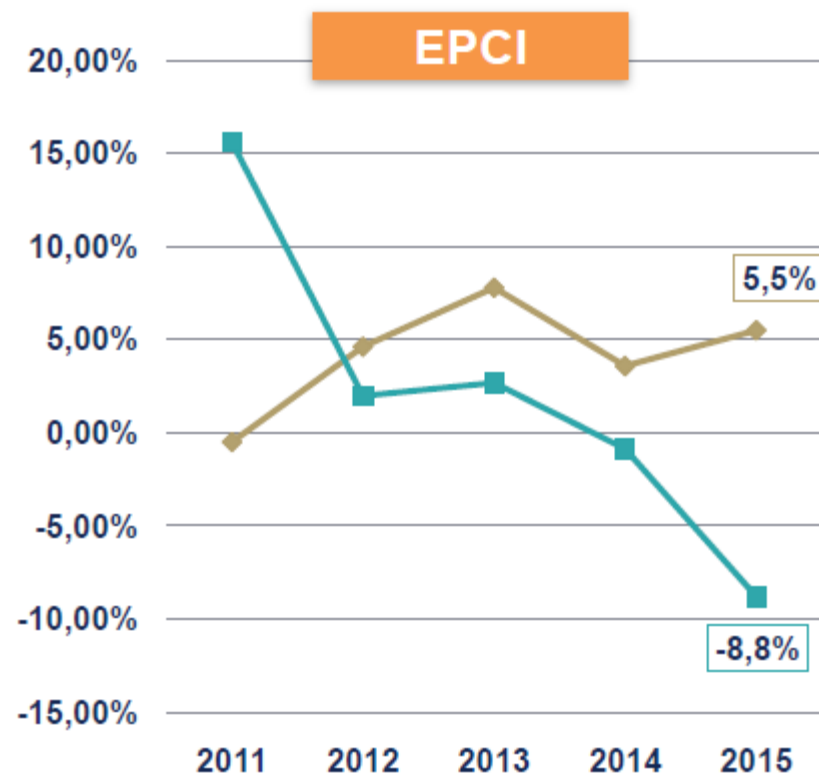
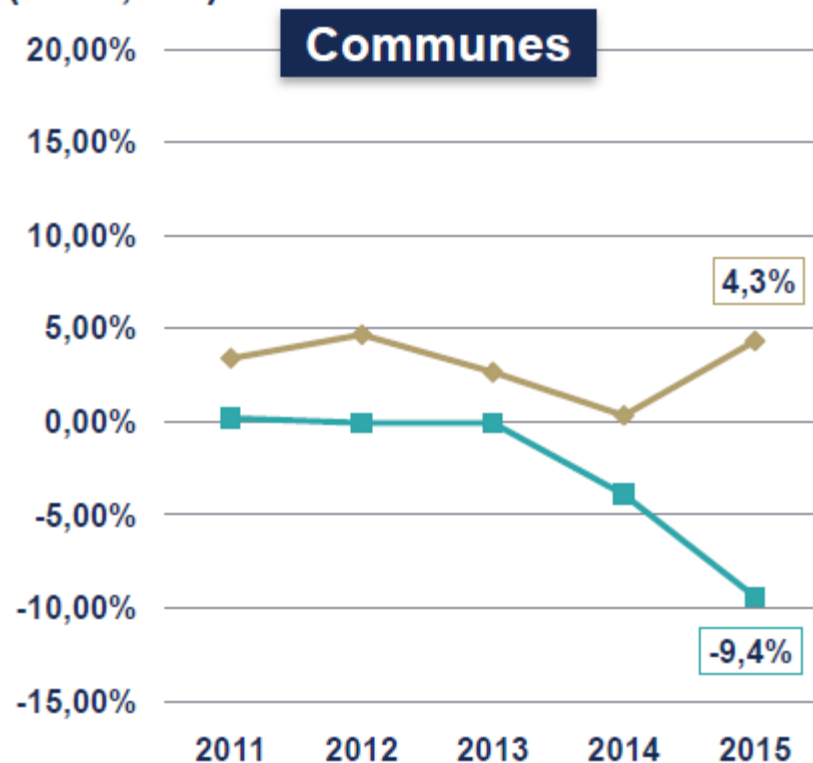


— Recettes — Dépenses

Source : Rapport de la Cour des Comptes 2016

La baisse des dotations amortie par la fiscalité...

Recettes de fonctionnement
(en %, a/a)

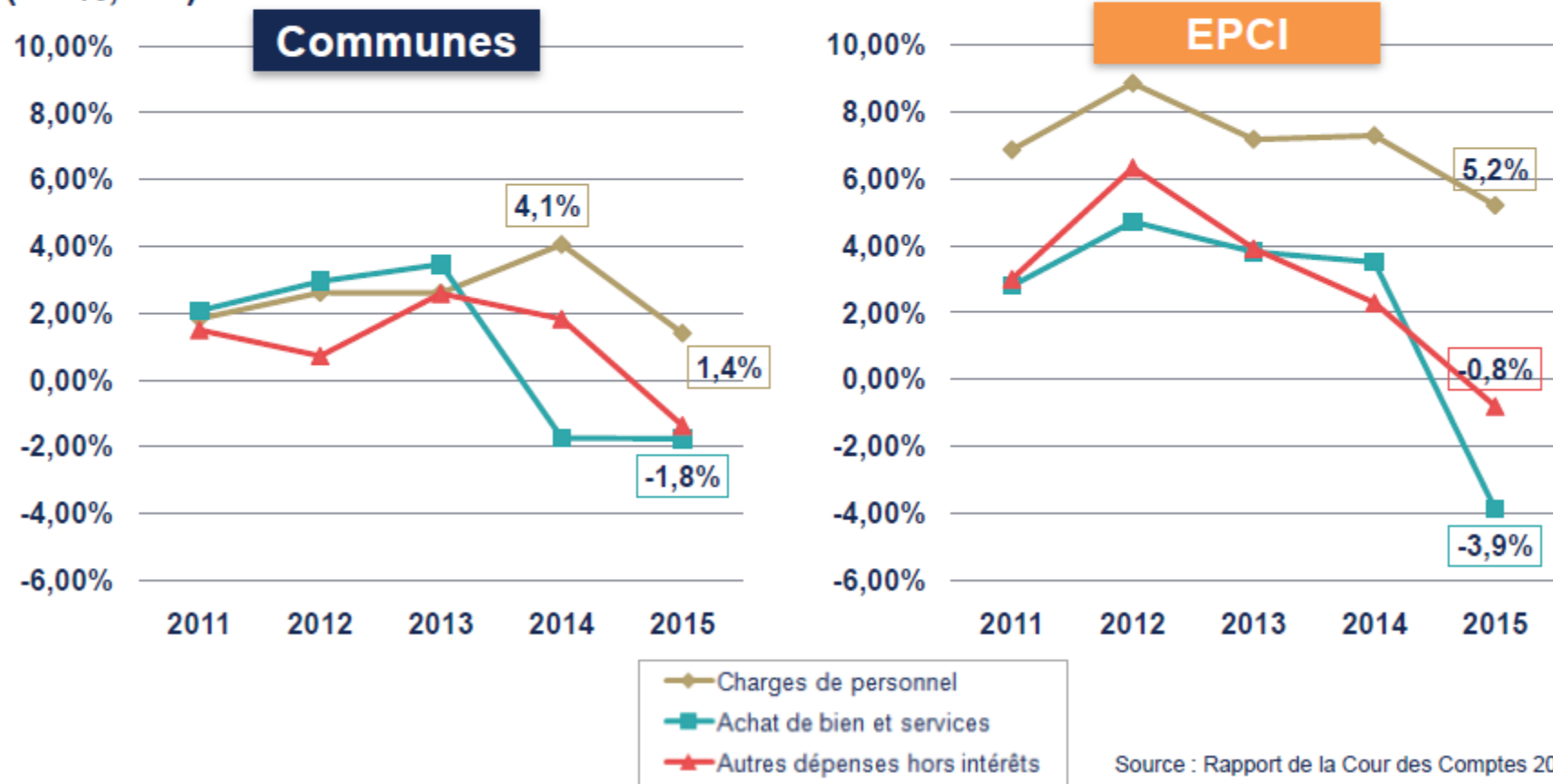


— Fiscalité directe — DGF

Source : Rapport de la Cour des Comptes 2016

...et par un ralentissement des dépenses de personnel

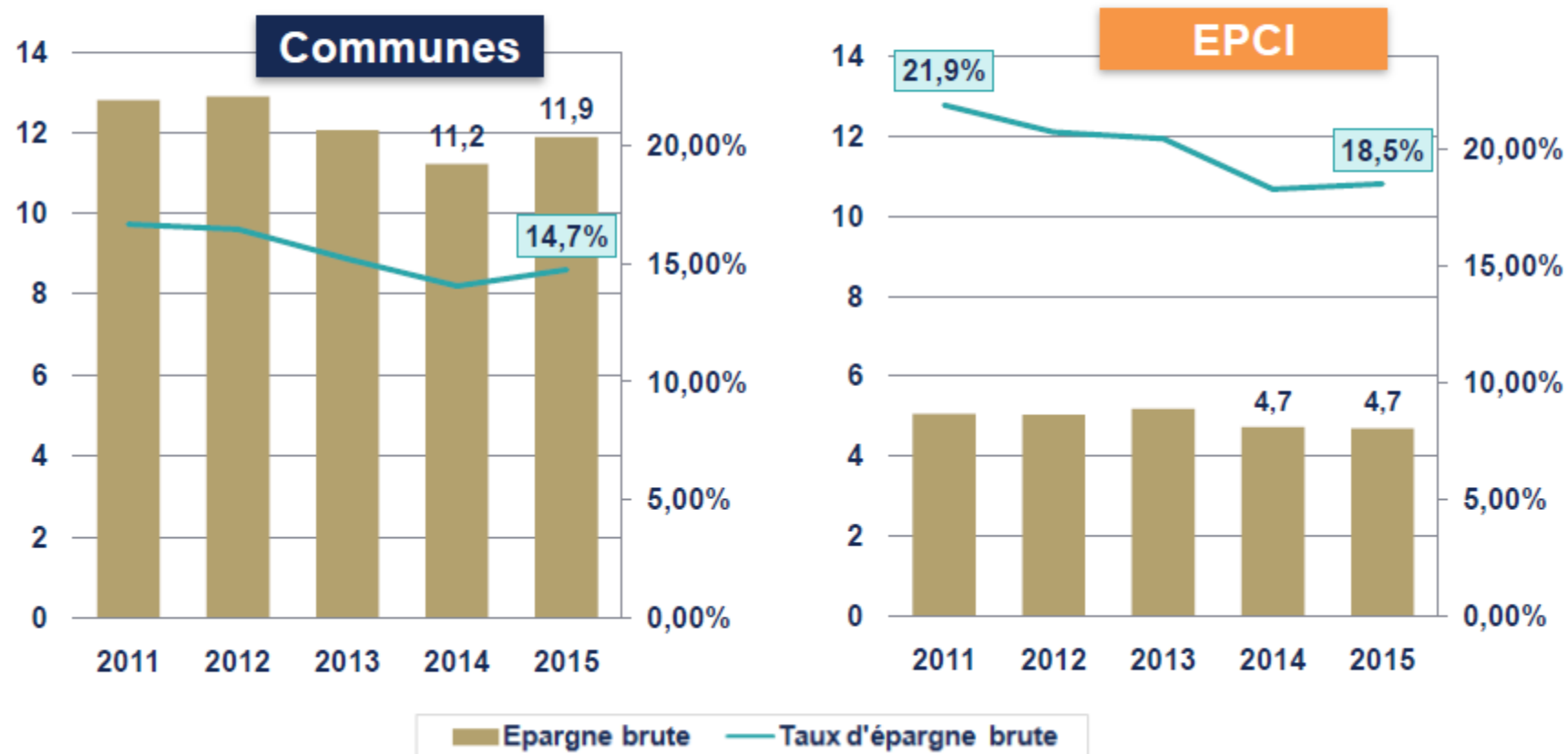
Dépenses de fonctionnement
(en %, a/a)



Source : Rapport de la Cour des Comptes 2016

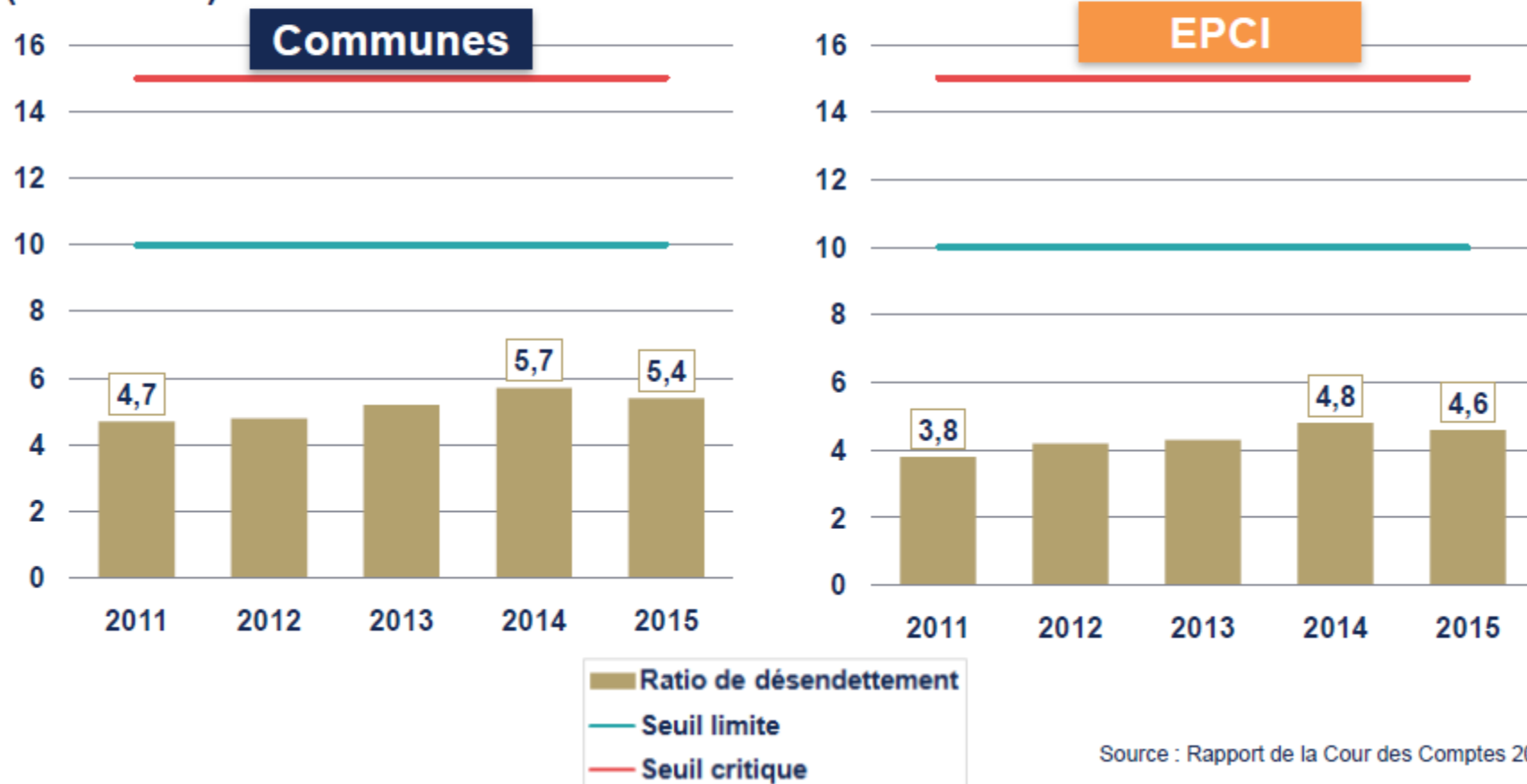
Progression de l'épargne brute en 2015

Epargne brute (en Mds €) et taux d'épargne (en %, éch. D)



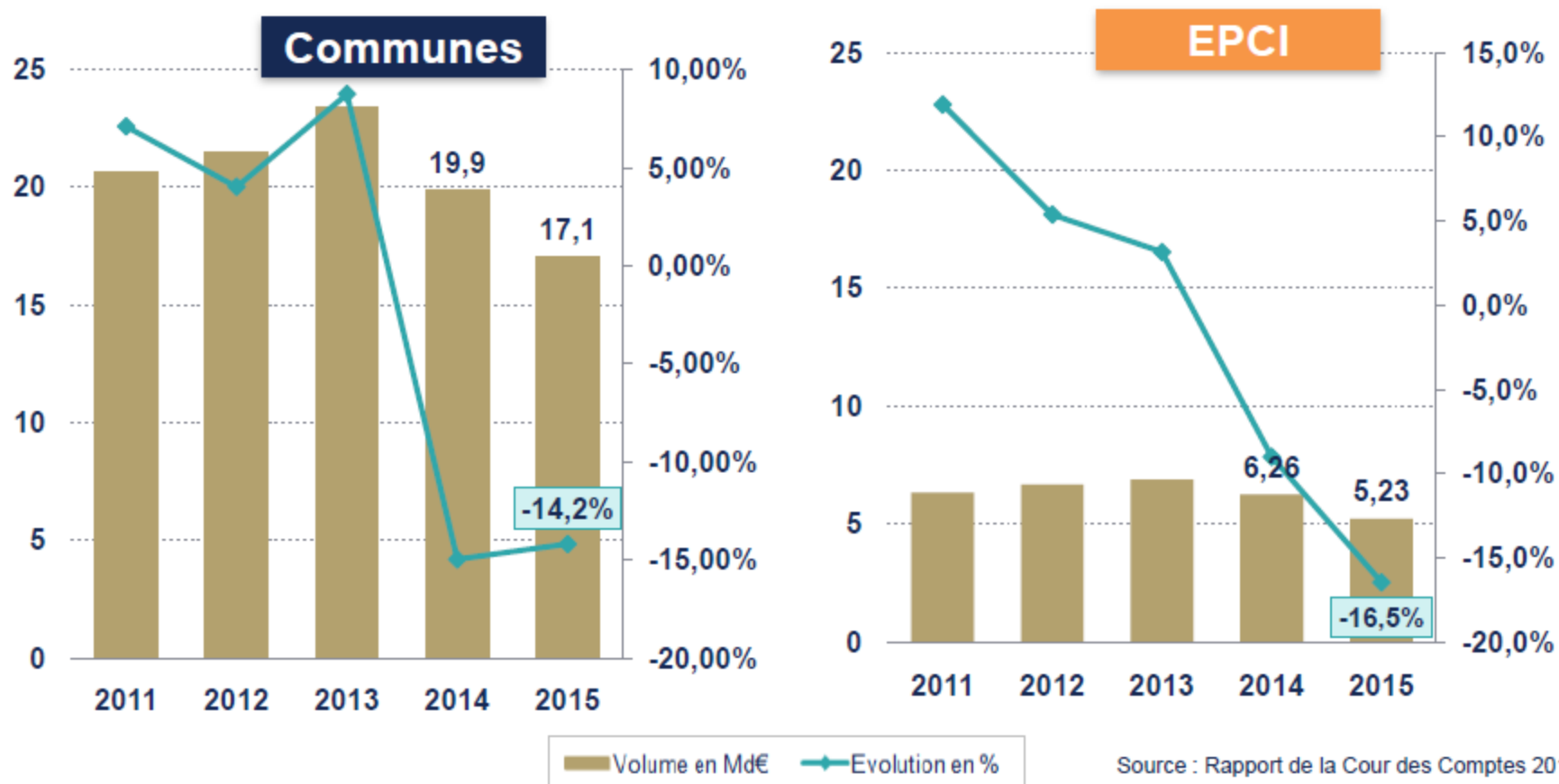
Un ratio de désendettement toujours éloigné des seuils critiques

Ratio de désendettement
(en années)



Une poursuite de la baisse du volume d'investissement

Dépenses d'équipement en volume (en Mds €) et en évolution (en %, a/a, éch. D)



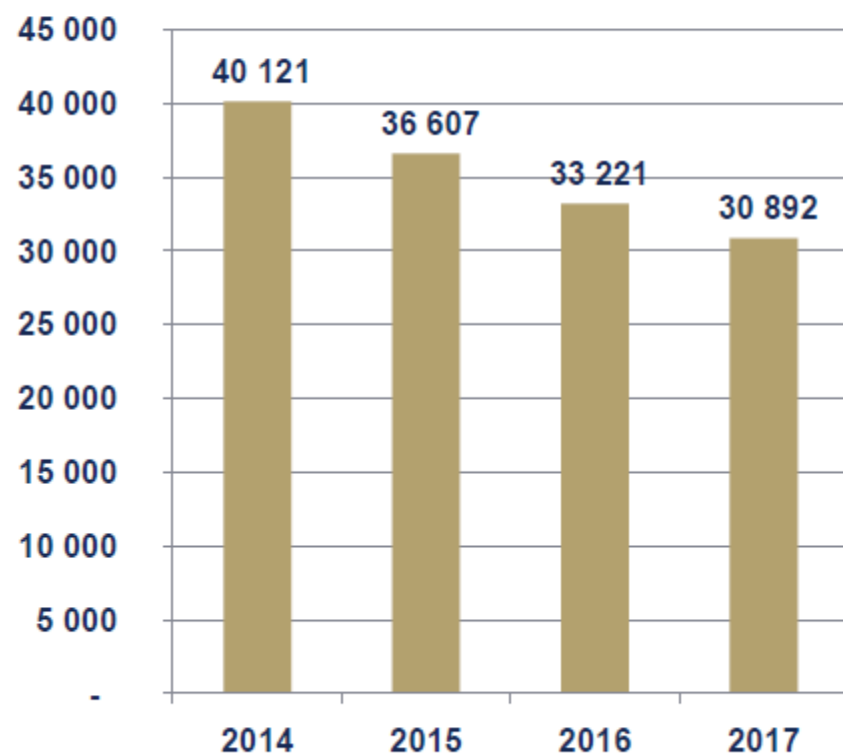
L'année 2015, en résumé

- ▲ Des **recettes** de fonctionnement qui **progressent**...
- ▲ ...associées à des efforts de gestion plus importants qu'en 2014
- ▲ ... entraînant une **hausse de l'épargne brute** en 2015
- ▲ ... et des **ratios** qui restent **bien positionnés**
- ▲ Mais une nouvelle **baisse importante des investissements** dont le niveau semble être la variable d'ajustement de la baisse des dotations

- ▲ Pour un **horizon toujours incertain** ?
 - ▲ Quid du maintien de l'épargne brute et des ratios en 2016 avec la deuxième année de forte minoration des dotations ?
 - ▲ Vers une poursuite de la baisse des investissements ?

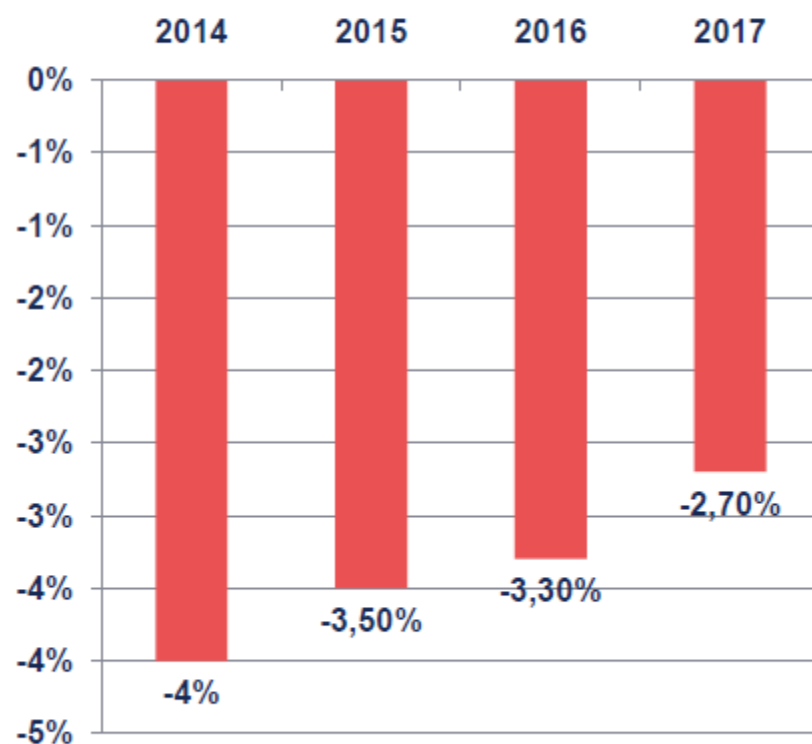
Une baisse de la DGF qui contribue à réduire le déficit de l'Etat

Prélèvement sur recettes au titre de la DGF (en M€)



Sources : Lois de finances 2014 à 2016 et PLF 2017

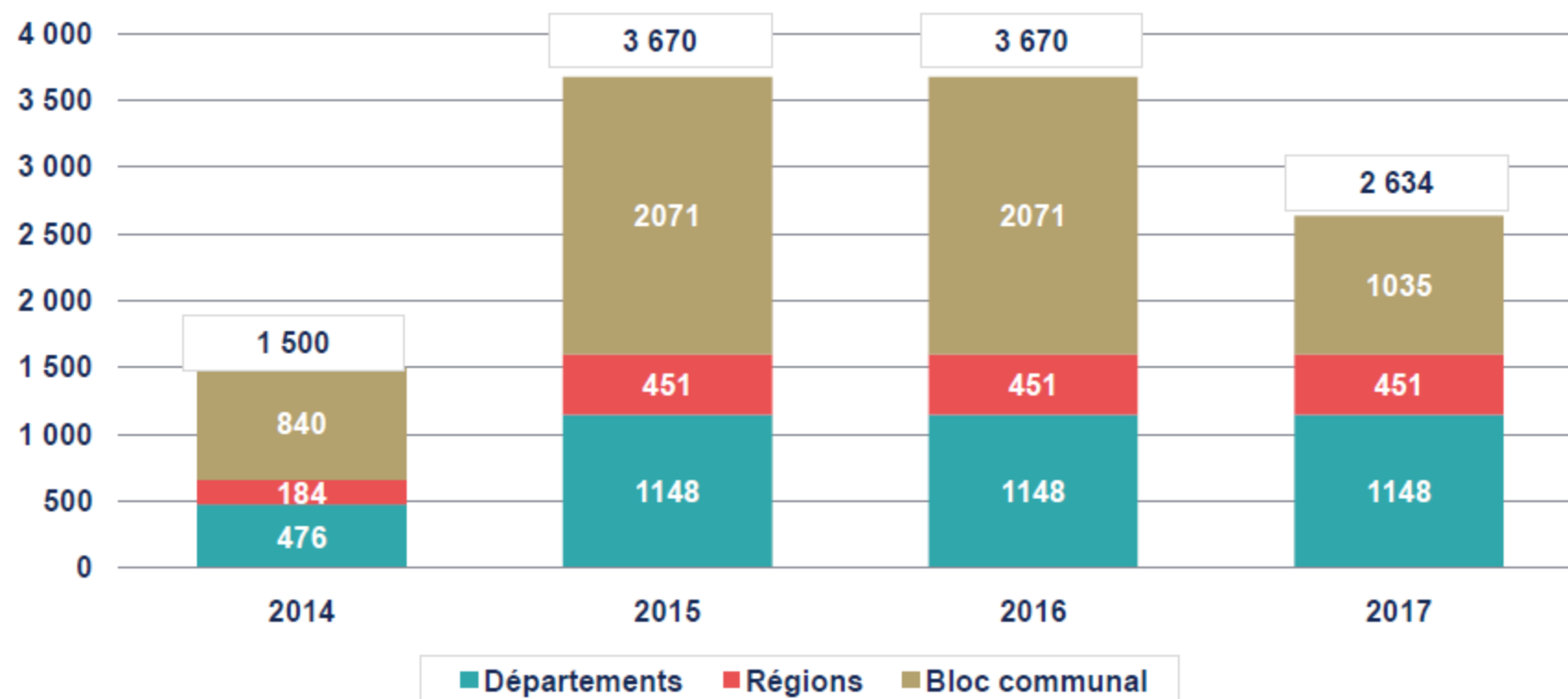
Déficit de l'Etat (en % du PIB)



Sources : Insee et PLF 2017

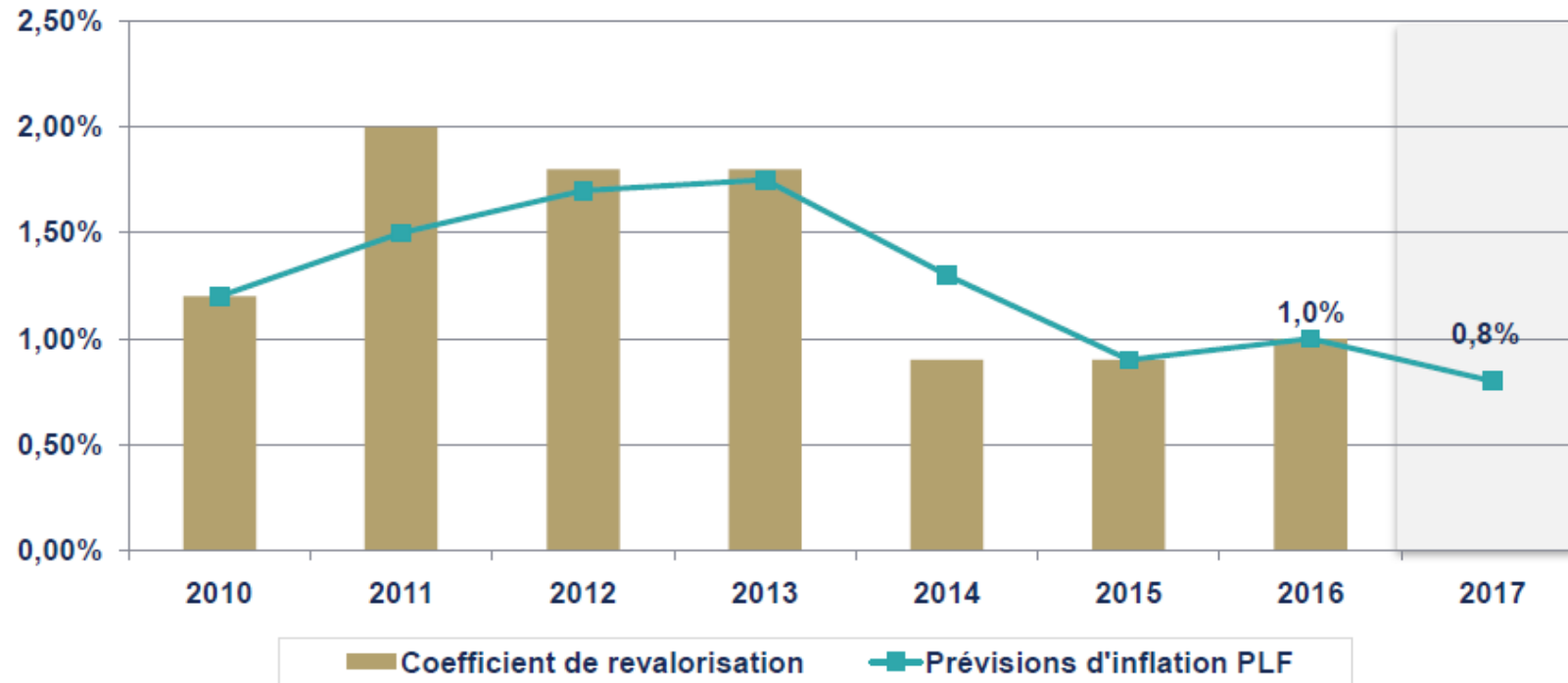
Un effort moindre confirmé pour le bloc communal en 2017

Minoration de la DGF (en M€)



Coefficient de revalorisation des bases de fiscalité : prévision toujours prudente

Inflation française prévue au PLF et coefficient de revalorisation des bases



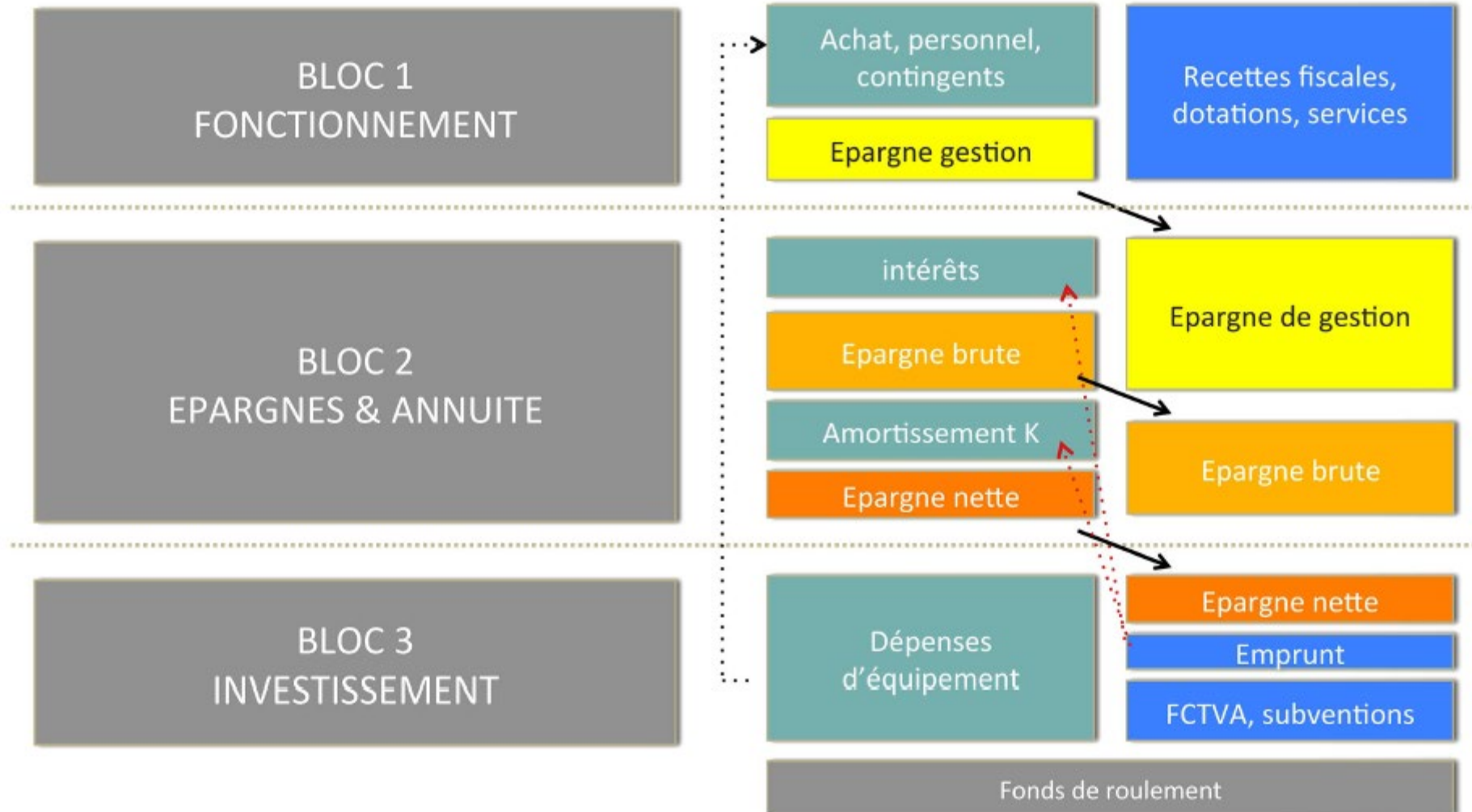
Sources : PLF 2017 et Finance Active

TAUX DEFINITIF RETENU PAR LE PARLEMENT POUR 2017 : + 0,4 %

2018 ET SUIVANTS : REVALORISATION DÉFINIE SUR LA BASE DE L'INFLATION CONSTATÉE ET NON PRÉVISIONNELLE

2. La situation de la ville de Landivisiau

Les 3 blocs de gestion



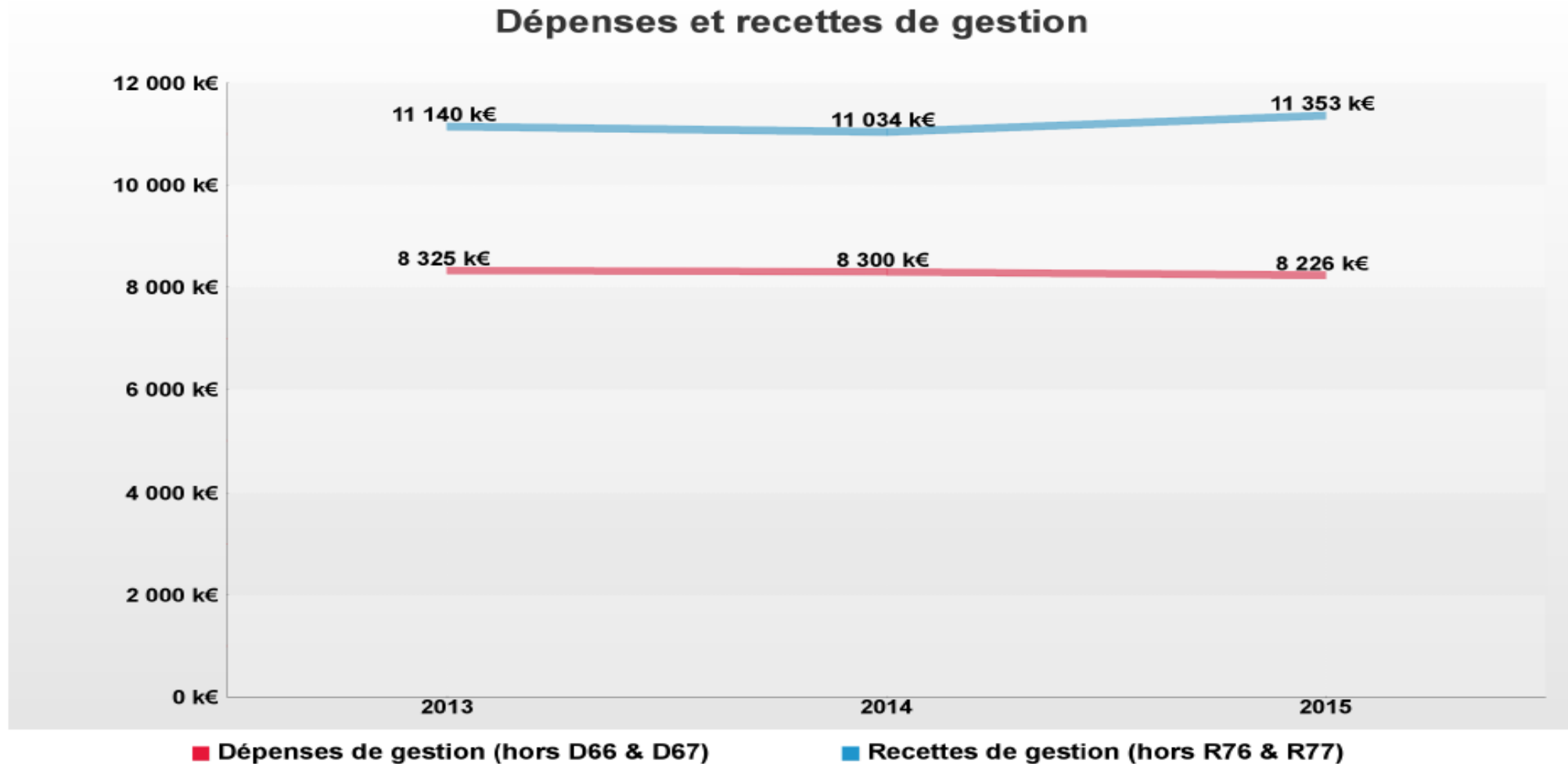
LANDIVISIAU - CA 2013-2015 - Vue d'ensemble

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Variation annuelle moyenne ou montant moyen sur la période
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	11 222 976 €	11 283 988 €	11 406 860 €	+0,82 %
RECETTES DE GESTION <small>(hors R76 & R77)</small>	11 139 656 €	11 034 335 €	11 352 874 €	+0,95 %
<i>dont dotations & participations (R74)</i>	2 674 602 €	2 564 289 €	2 625 097 €	-0,93 %
<i>dont fiscalité directe locale (R731)</i>	4 401 005 €	4 485 957 €	4 671 807 €	+3,03 %
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	8 975 546 €	8 912 458 €	8 786 078 €	-1,06 %
DÉPENSES DE GESTION <small>(hors D66 & D67)</small>	8 324 691 €	8 299 575 €	8 226 467 €	-0,59 %
<i>dont dépenses de personnel (D012)</i>	4 645 847 €	4 782 096 €	4 870 214 €	+2,39 %
ÉPARGNE DE GESTION	2 814 965 €	2 734 760 €	3 126 407 €	+5,39 %
<i>Frais financiers</i>	648 330 €	599 039 €	549 140 €	-7,97 %
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	2 195 577 €	2 163 607 €	2 586 330 €	+8,53 %
<i>Amortissement du capital de la dette</i>	1 226 674 €	1 186 955 €	1 213 224 €	-0,55 %
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	968 903 €	976 652 €	1 373 106 €	+19,05 %
CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	1 145 116 €	1 091 172 €	1 487 039 €	+13,96 %
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT <small>(hors dette)</small>	2 075 905 €	4 229 975 €	996 219 €	-30,73 %
RECETTES D'INVESTISSEMENT <small>(y.c. cessions, hors dette)</small>	331 611 €	522 560 €	966 413 €	+70,71 %
EMPRUNTS NOUVEAUX	-550 €	0 €	1 625 €	ns
SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ	3 735 125 €	2 959 183 €	228 420 €	-75,27 %
RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12	2 959 184 €	228 420 €	1 573 345 €	-27,08 %
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	14 564 543 €	12 954 495 €	11 971 271 €	-9,34 %

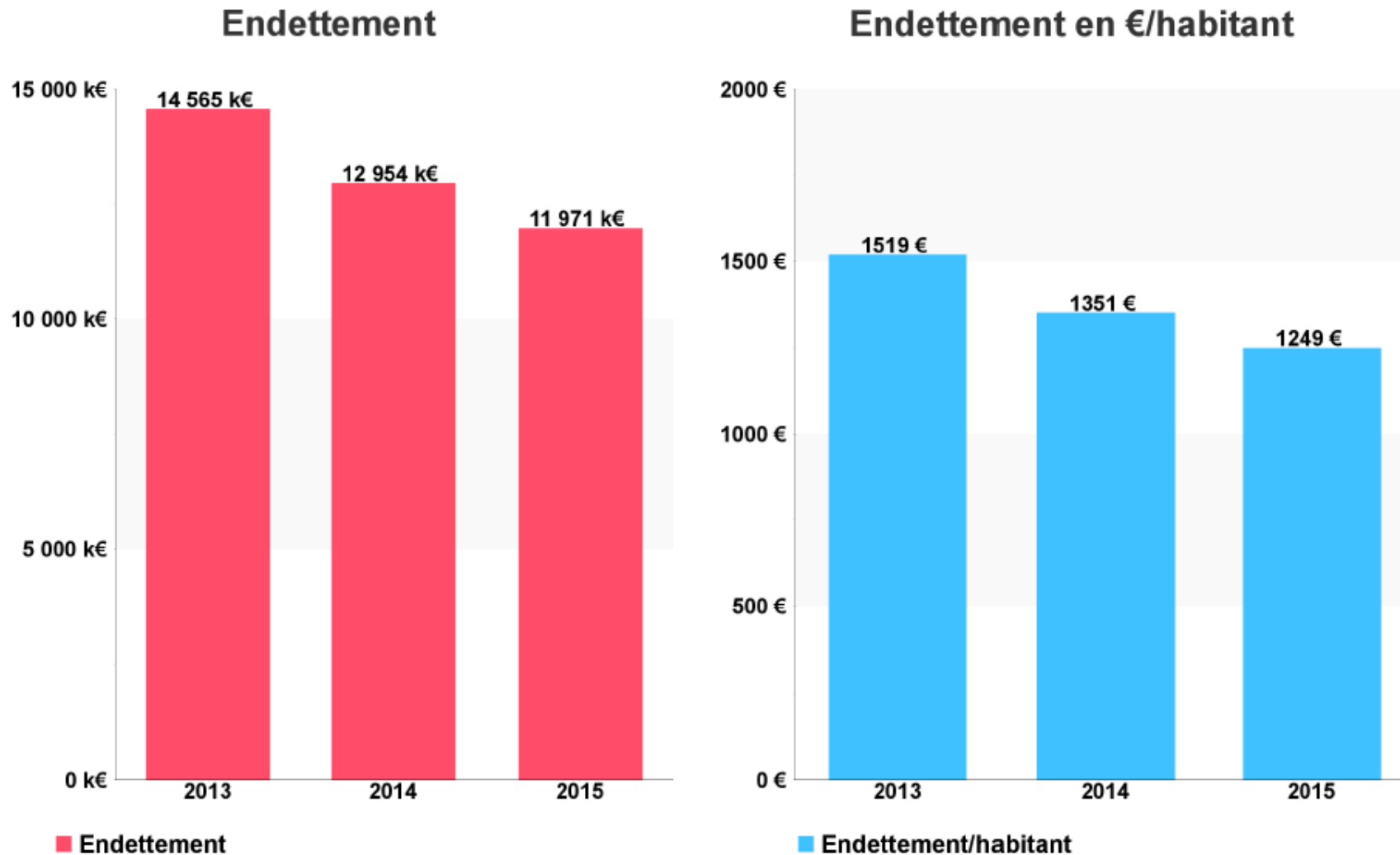
👉 Des équilibres budgétaires confortés entre 2013 et 2015 :

- les recettes réelles de fonctionnement ont progressé en moyenne de **+ 0,82 % / an**
- les dépenses réelles de fonctionnement ont baissé en moyenne de **- 1,06 % / an**
- **7,3 millions d'euros** ont été consacrés à l'investissement
- l'encours de la dette a été ramené de 14 564 543 € à 11 971 271 €, soit **- 21,66 %**
- l'épargne nette a progressé de **+ 41,72 %** (moyenne annuelle **+ 19,05 %**)

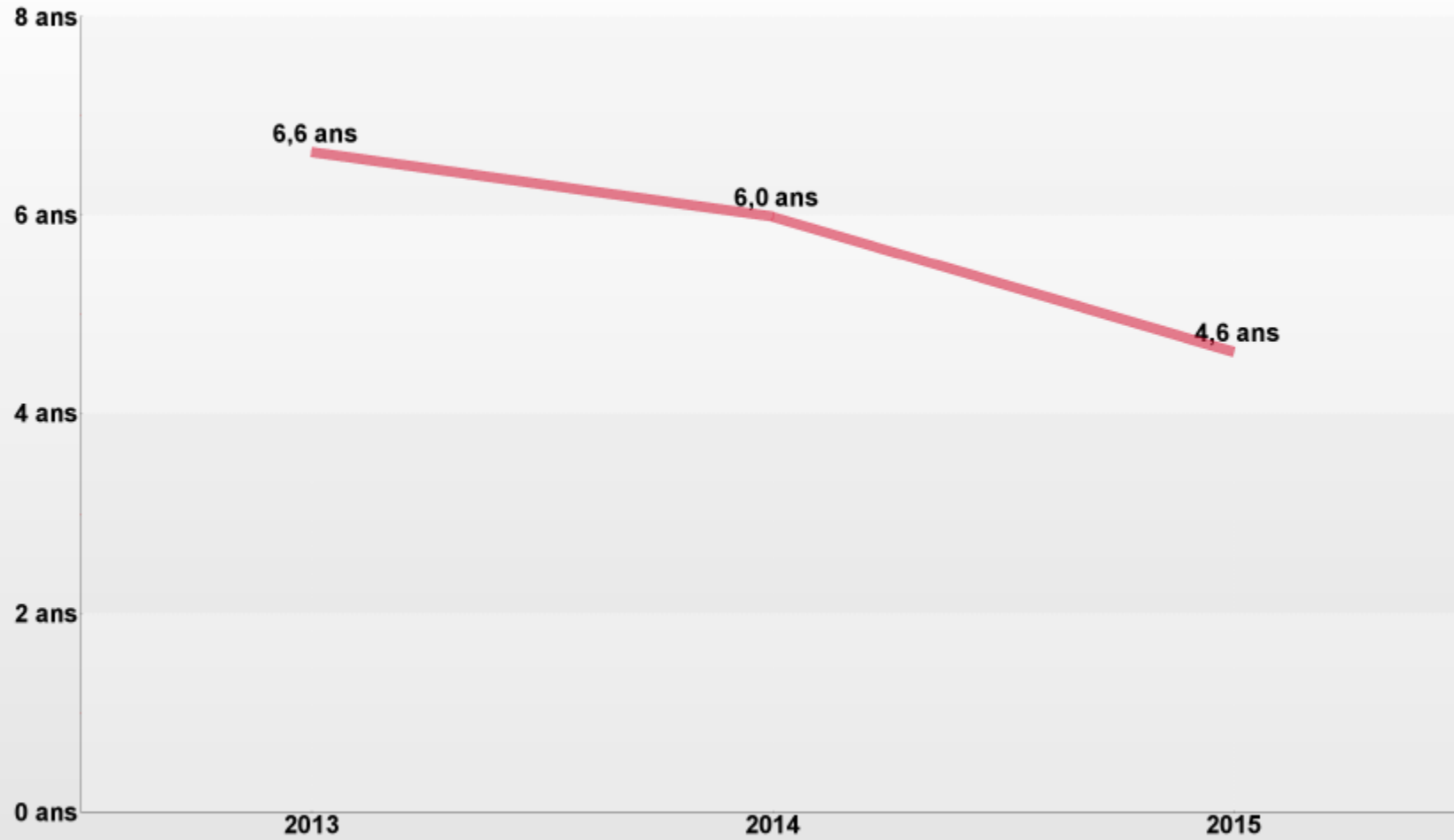
Un retournement de l'effet ciseau amorcé en 2012 ...



...conjugué à une politique de désendettement



Capacité de désendettement



■ Capacité de désendettement (en années)

DGF: une baisse de **-492 976 € en 2 ans**, anticipée lors de la prospective réalisée en 2014

ESTIMATION 2015 (PROSPECTIVE 2014)

Dotation forfaitaire : 1 103 966 €

Dotation de solidarité rurale : 369 296 €

Dotation nationale de péréquation : 90 280 €

Total : 1 564 082 €

Total DGF / population : 165 €

Moyenne communes de même strate : 175 €

RÉALISÉ 2015

Dotation forfaitaire : 1 097 394 €

Dotation de solidarité rurale : 388 668€

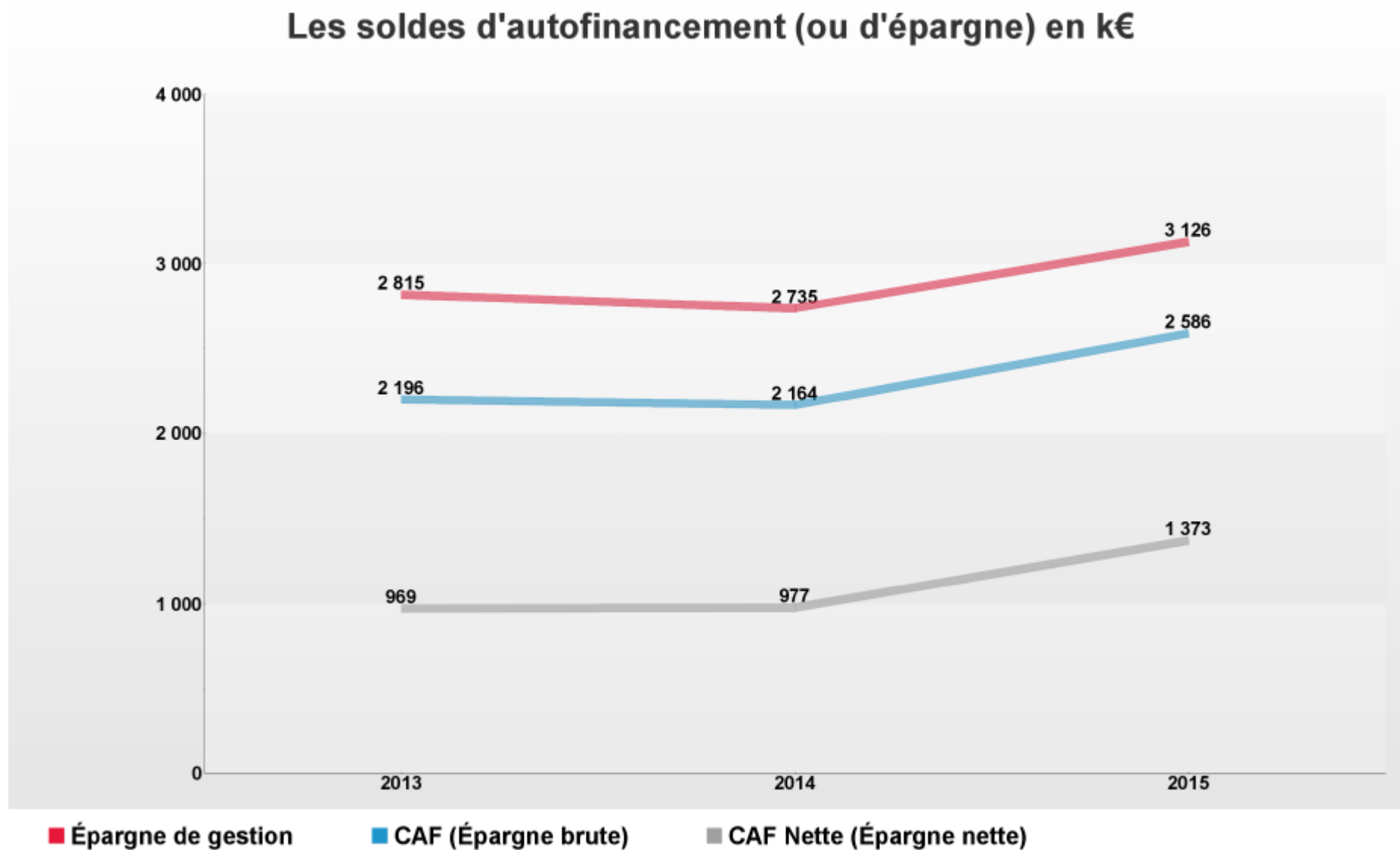
Dotation nationale de péréquation : 91 726 €

Total : 1 577 788 €

Total DGF / population DGF : 166 €

Moyenne communes de même strate : 175 €

Et des efforts de gestion qui ont permis de reconstituer les soldes d'épargne



3. Les orientations budgétaires 2017

2017 : une année encore nécessairement placée sous le signe d'une très grande prudence...

👉 D'un côté :

- Une stabilité des produits de la fiscalité
- Un endettement maîtrisé

👉 De l'autre côté :

- Des dépenses de fonctionnement soumises à des augmentations non maîtrisables par la collectivité
- L'incertitude quant au niveau de baisse réelle des concours financiers de l'Etat
- Des exonérations fiscales et des transferts de charges non compensés par l'Etat
- L'impact réel de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels
- Un désengagement financier amorcé ou déjà annoncé par les autres collectivités
- La réduction de l'attribution de compensation, conséquence du transfert des compétences à l'échelon intercommunal

... d'où le respect de cinq principes de bonne gestion :

✓ **MAINTENIR LA QUALITÉ DES SERVICES... ET LES EFFORTS D'ÉQUIPEMENT**

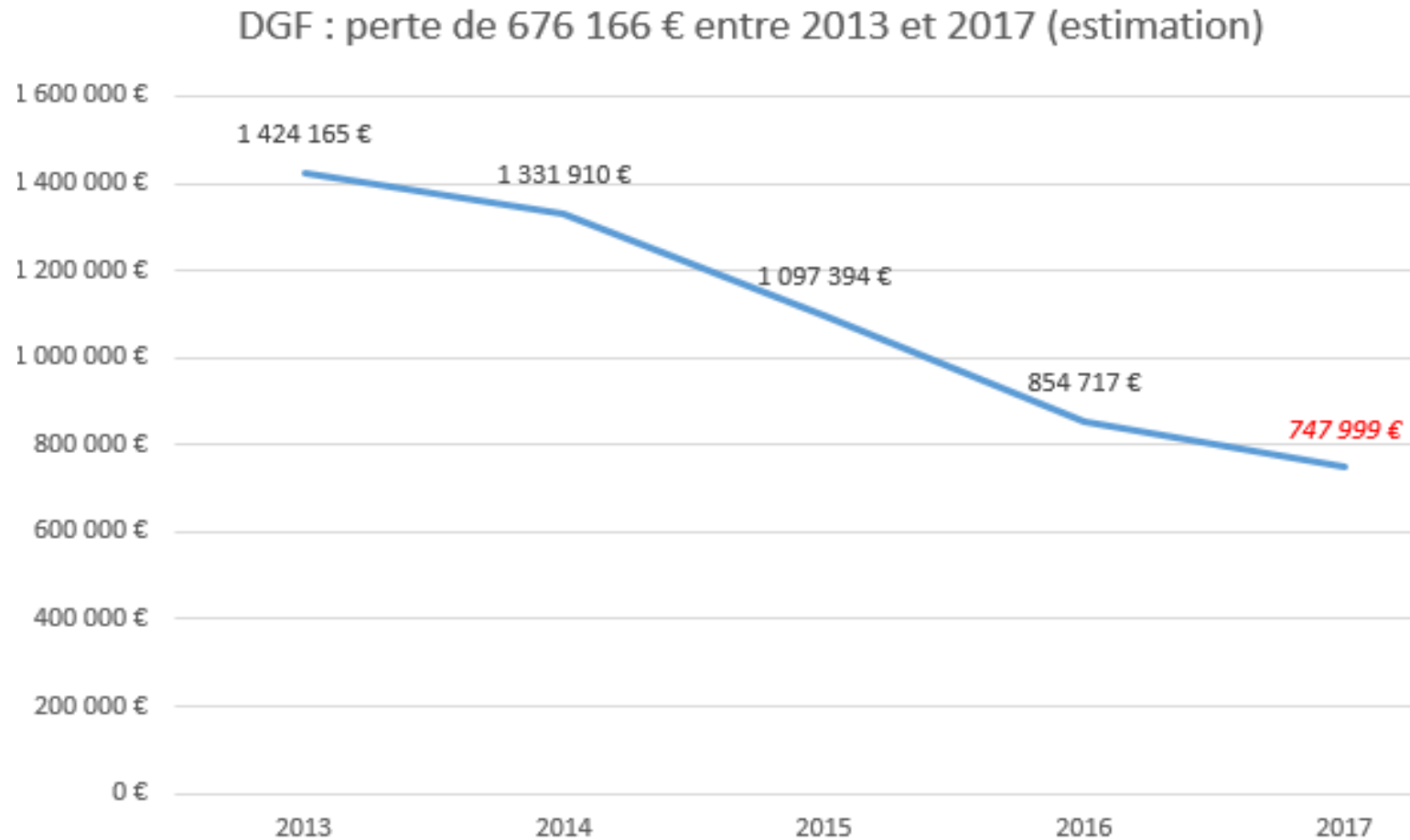
✓ En maintenant les taux de fiscalité

✓ En dégageant de l'épargne (ou autofinancement)

✓ En évitant l'effet de ciseau en fonctionnement

✓ En contenant le niveau d'endettement

Maintien des taux de fiscalité sans augmentation... malgré la baisse de la DGF ...

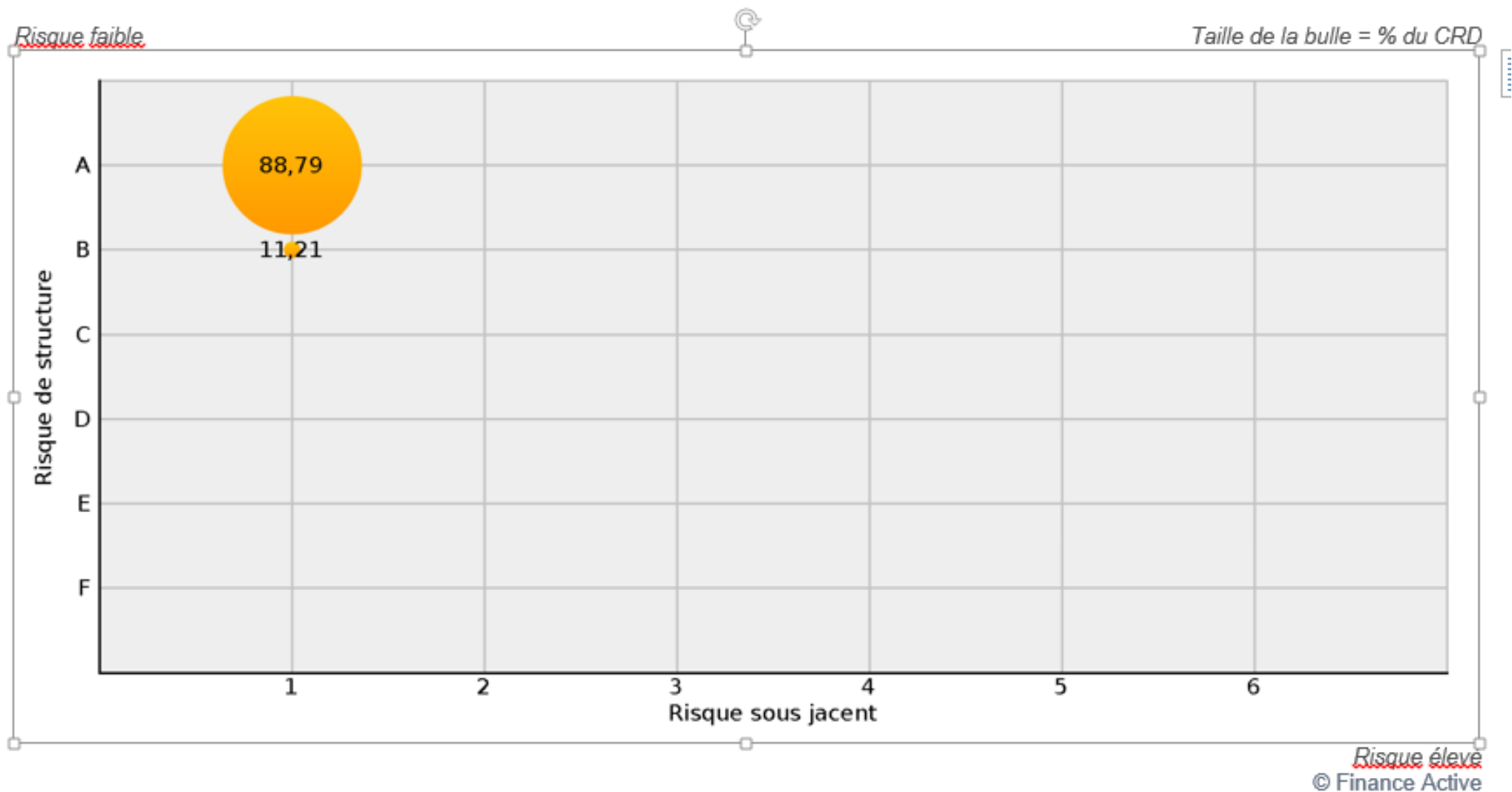


... et des exonérations fiscales non compensées

FISCALITE DIRECTE	Réalisé 2015	Notification 2016	Réalisé 2016	Ecart notification / réalisation 2016
Taxe d'habitation				
Base	10 834 077 €	12 997 000 €	12 429 083 € -	567 917 €
Taux	16,75%	16,75%	16,75%	
Produit (Ville)	1 814 708 €	2 176 998 €	2 081 872 € -	95 126 €
Produit (CCPL)	1 211 287 €		1 250 653 €	
Taxe foncier bâti				
Base	12 128 458 €	12 048 000 €	12 091 121 €	43 121 €
Taux	22,52%	22,52%	22,52%	
Produit (Ville)	2 731 329 €	2 713 210 €	2 722 920 €	9 710 €
Produit (Département)	1 808 796 €		1 922 949 €	
Taxe foncier non bâti				
Base	134 064 €	137 700 €	138 168 €	468 €
Taux	48,69%	48,69%	48,69%	
Produit (Ville)	65 276 €	67 046 €	67 274 €	228 €
Produit (CCPL)	2 681 €		2 763 €	

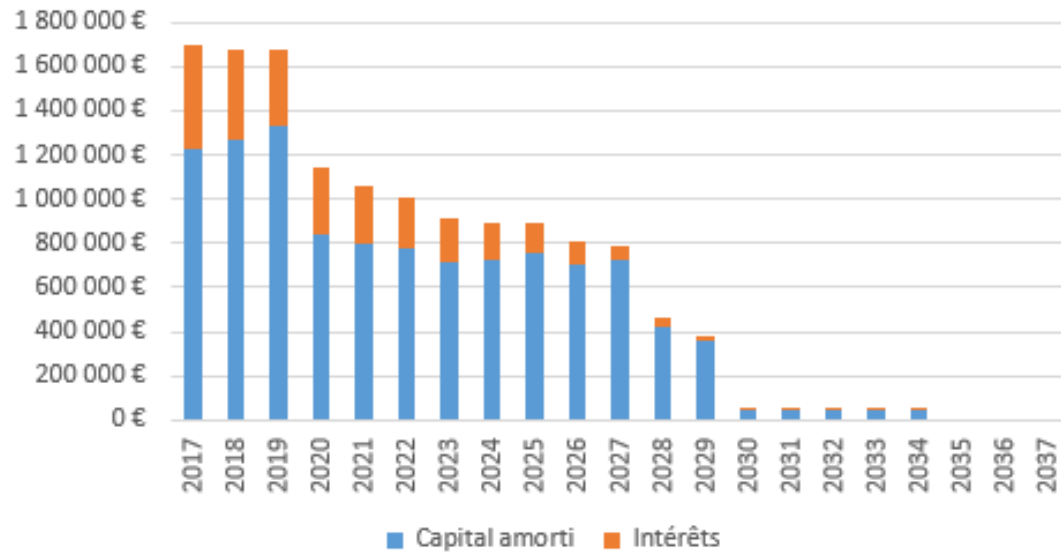
Une dette maîtrisée et sécurisée ...

3.2 Dette selon la charte de bonne conduite

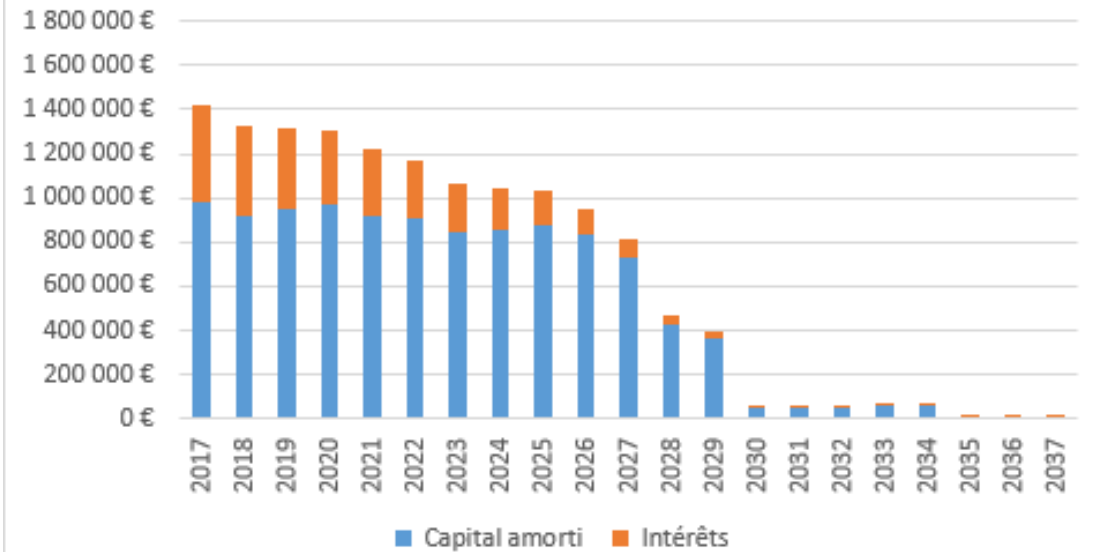


...pouvant être rehaussée de 1 million € avec un profil d'amortissement réaménagé

Profil extinction dette 2016



Profil extinction dette 2017 (réaménagée)



Eviter l'effet ciseaux en continuant à maîtriser tous les postes de dépenses

■ Personnels :

- stabilité des effectifs (remplacement de 4 départs à la retraite avec un renfort pour faire face à l'instruction des cartes nationales d'identité) et prise en compte des 4 scrutins électoraux, de la revalorisation du point d'indice (+ 0,6 % au 1^{er} juillet 2016 et + 0,6 % au 1^{er} février 2017, soit: + 35 000 € en année pleine)
- augmentation des cotisations retraites (+ 0,15 %) et cotisation CNFPT (+ 0,5 %) pour les 15 emplois aidés
- mise en œuvre des décrets relatifs aux « *parcours professionnels, carrières et rémunérations* »
- droits à avancement de carrière (GVT) : + 0,80 %

■ Charges à caractère général et autres charges de gestion courante :

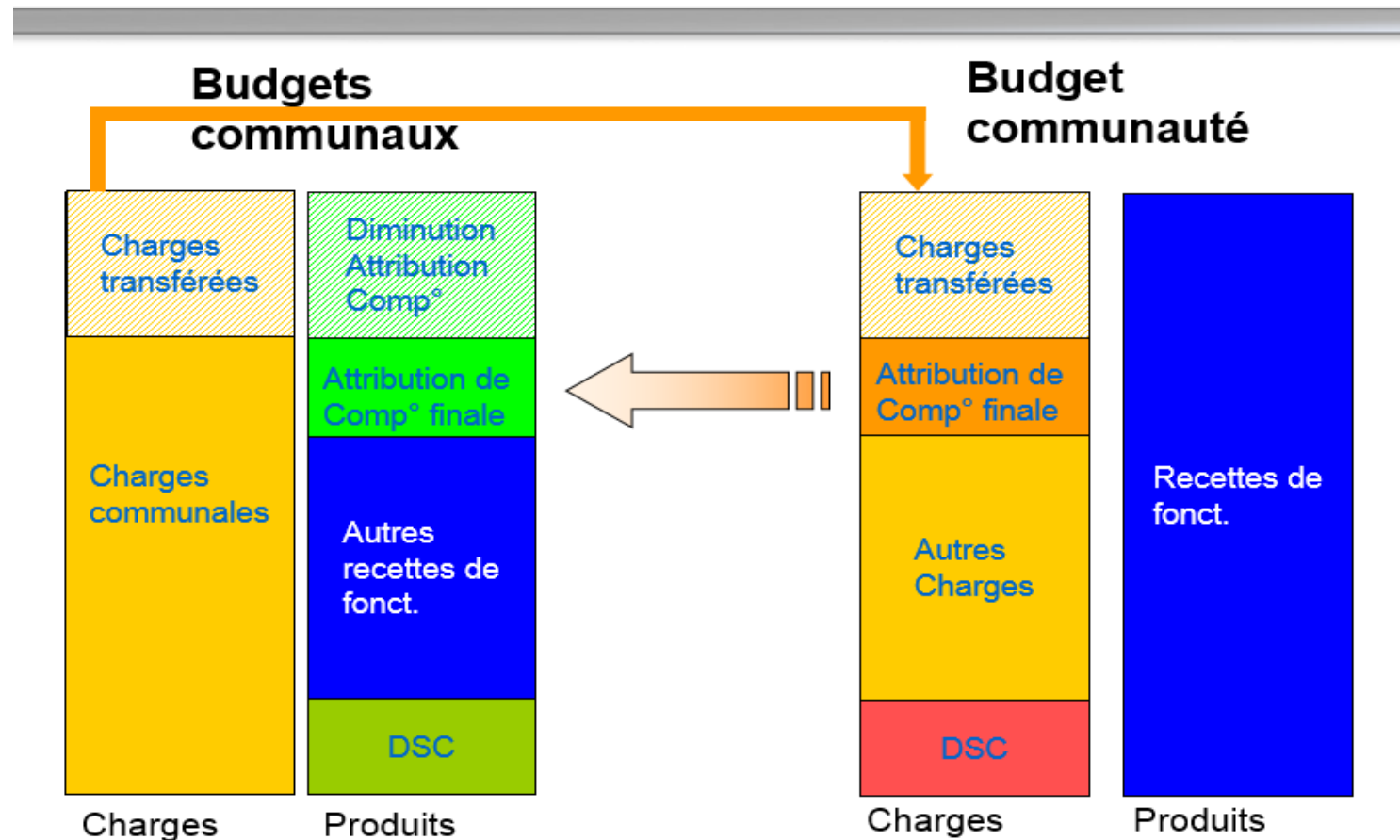
- maintien des autorisations de crédits 2016 en restant sous l'objectif d'évolution de la dépense locale (+ 1,3 % en 2017)
- stabilité des **subventions aux associations**, mise en œuvre de l'**agenda programmé d'accessibilité**, édition du **festival « Moi les Mots »**, externalisation de la signalisation routière, **renouvellement du dispositif de vidéo protection**

■ Frais financiers :

- recul par rapport à 2016 malgré le recours potentiel à un nouvel emprunt de 1 million d'euros à taux variable (base Euribor 3 mois + 0,65 %)

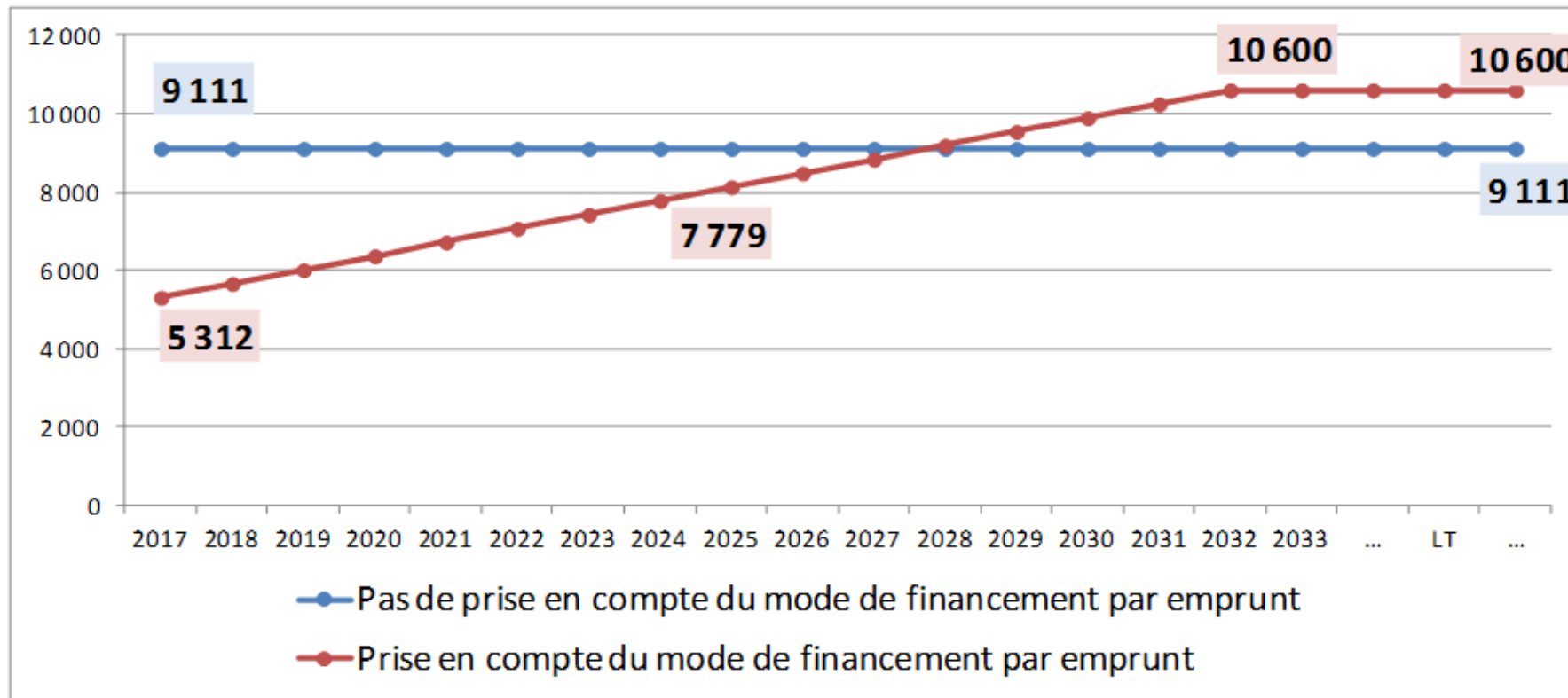
Eviter l'effet ciseau en anticipant la réduction de l'attribution de compensation relative aux charges de fonctionnement ...

A chaque transfert de charges.



Et relative aux dépenses d'investissement ...

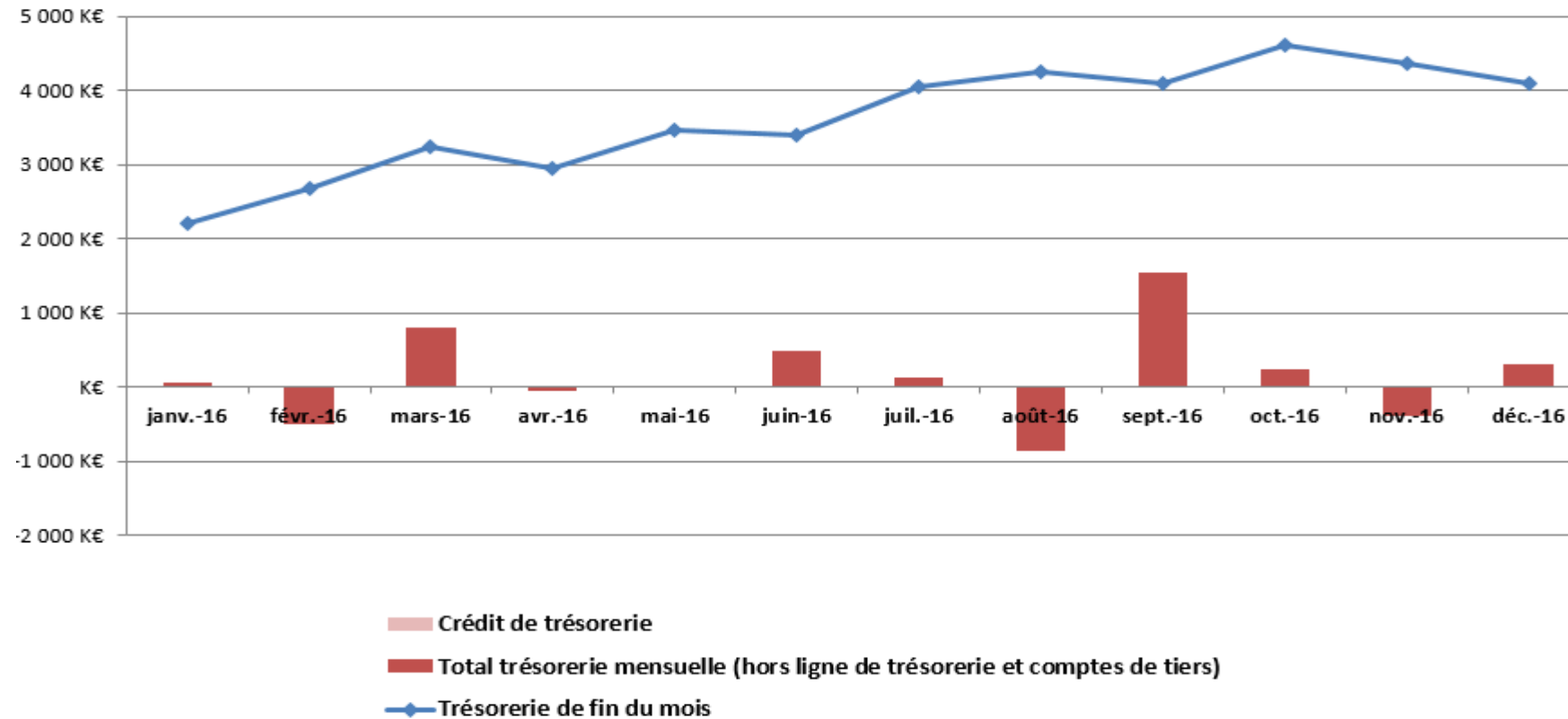
Charge nette d'investissement évaluées selon deux options
(hypothèse : durée des emprunts 15 ans / taux 4.45%)



(exemple transfert aire d'accueil des gens du voyage de Pont Croix)







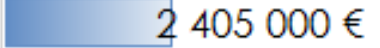

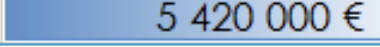
Préserver l'excédent brut de fonctionnement pour dégager des marges d'autofinancement

- Des efforts de gestion qui ont permis de conforter les marges d'autofinancement :



- Une affectation du **résultat de clôture 2016 estimé à 3,7 M€** après la prise en compte des restes à réaliser (dépenses 330 K€, recettes 1 M€) et la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (1, 9 M€)

Une section d'investissement qui devrait s'équilibrer à près de 5,5 M€ ...

SECTION D'INVESTISSEMENT (estimation)		-
Recettes		
Virement de la section de fonctionnement		1 200 000 €
Affectation résultat 2016		3 700 000 €
FCTVA		123 000 €
Cession centre technique des haras		397 000 €
Subvention		- €
Total		5 420 000 €
Dépenses		
Remboursement annuité d'emprunt		1 000 000 €
Remboursement avance CDC		115 000 €
Programme investissements 2017		2 405 000 €
Autofinancement investissements 2018		1 900 000 €
Total		5 420 000 €

... permettant un programme de 4,3 M€ étalé sur 2 ans

OPERATIONS 2017 - 2018
Aménagement de la vallée des enfants
Aménagement de la place Jeanne d'Arc
Démolition de l'ancienne école de Kervignounen
Réhabilitation de la Maison des Loisirs et de la Culture
Reprise des façades de la salle le Vallon
Programme annuel de voirie communale
Travaux sur bâtiments communaux (Mairie, résidence Mangin)
Tranche de renouvellement du réseau éclairage public
Effacement des réseaux rue Douaumont
Travaux chapelle St Anne
Mise en œuvre de l'agenda programmé d'accessibilité
Mise aux normes ascenseur mairie
Renouvellement des feux tricolores
Acquisition foncière
Renouvellement matériel et outillage